



Conseil économique et social

Distr. générale
12 avril 2019
Français
Original : anglais

Pour décision

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2019

11-13 juin 2019

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport annuel de la Directrice générale de l'UNICEF pour 2018

Résumé

Le présent rapport est le premier soumis au Conseil d'administration de l'UNICEF sur la mise en œuvre du Plan stratégique pour 2018-2021 et sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable. Il s'accompagne de rapports sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies^a et sur l'application du Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018-2021 ; d'un compendium de données et d'une feuille de résultats ; et d'un rapport conjoint sur la mise en œuvre du chapitre commun.

Mus pas une volonté de collaboration et de cohérence, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'UNICEF et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont commencé de mettre en œuvre le chapitre commun de leurs plans stratégiques en 2018. Les résultats et les progrès réalisés dans les six domaines de collaboration sont résumés dans le rapport conjoint sur la mise en œuvre du chapitre commun.

^a Résolution [71/243](#) de l'Assemblée générale.

* [E/ICEF/2019/9](#).

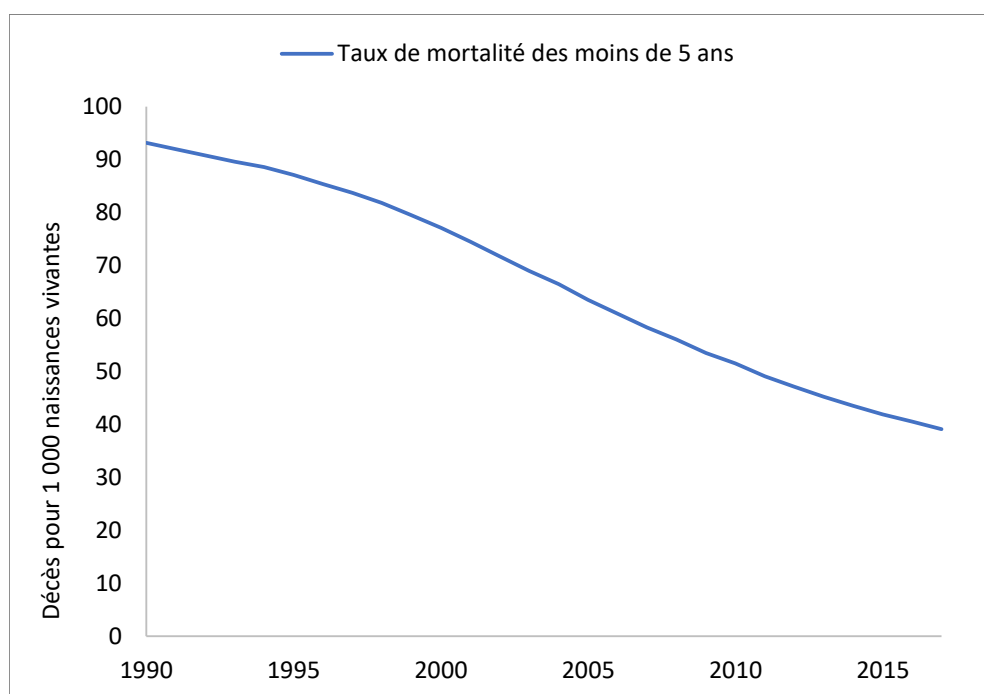


I. Aperçu général

1. Au niveau mondial, de nombreux aspects du bien-être des enfants ont continué de s'améliorer en 2018. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est tombé à 39 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2017, contre 93 en 1990, ce qui représente 132 millions de vies sauvées. La réduction de la mortalité juvénile s'est accélérée au cours de cette période, les progrès les plus rapides ayant été enregistrés dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, ce qui indique que d'autres progrès sont possibles d'ici à 2030. Les estimations actualisées de la malnutrition montrent que le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a diminué de 24 % entre 2000 et 2017. De nouvelles données révèlent que 25 millions de mariages d'enfants ont été évités grâce aux progrès accomplis au cours de la dernière décennie en Asie du Sud.

Figure I

Progrès enregistrés dans la réduction du taux de mortalité des moins de 5 ans, 1990-2017



Source : Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, estimations 2018.

2. Malgré ces bonnes nouvelles, dans de nombreux domaines, l'ampleur du défi que représente la réalisation des droits de l'enfant reste démoralisante et les avancées globales masquent des résultats inégaux, de nombreux enfants étant laissés pour compte. Quelque 15 000 enfants meurent encore chaque jour, pour la plupart de maladies traitables et d'autres causes évitables, et 50 pays sont encore loin d'atteindre la cible des objectifs de développement durable qui se rapporte à la mortalité infantile. Alors que le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance diminue, le nombre et la proportion d'enfants en surpoids augmentent, tout comme l'anémie chez les filles et les femmes en âge de procréer. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la prévalence des mariages d'enfants reste aussi élevée qu'il y a 25 ans. Si les progrès ne s'accroissent pas, plus de 150 millions de filles dans le monde seront probablement mariées d'ici à 2030.

3. Dans des domaines tels que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et l'éducation, de nouvelles données mettent en lumière l'ampleur des défis auxquels les enfants sont confrontés. Le suivi des objectifs de développement durable a révélé qu'un tiers des écoles primaires dans le monde ne disposent pas d'installations de base en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ce qui a des conséquences particulièrement délétères pour les filles. La défécation à l'air libre concerne encore 892 millions de personnes. La contamination fécale de l'eau potable et de l'environnement, ainsi que les mauvaises pratiques d'hygiène sont les principales causes de mortalité infantile, de maladie, de dénutrition et de retard de croissance. Malgré l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire dans le monde, près de 60 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne satisfont pas aux normes minimales d'apprentissage et les résultats scolaires font apparaître des disparités entre les sexes qui varient considérablement dans le monde. En 2017, la moitié seulement de tous les enfants d'âge préscolaire étaient inscrits dans l'enseignement maternel, laissant 175 millions d'enfants dans le monde privés des avantages d'un apprentissage précoce structuré. Les enfants des ménages les plus riches avaient sept fois plus de chances de suivre des programmes d'éducation de la petite enfance que ceux vivant dans les ménages les plus pauvres.

4. Le plus alarmant est que, dans de nombreuses régions du monde, on voit apparaître de nouvelles menaces à l'égard des droits de l'enfant ou un recul par rapport aux progrès passés. Dans beaucoup de pays, dont l'Afghanistan, le Bangladesh (Cox's Bazar), le Mali, le Myanmar, la République arabe syrienne, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen, les conflits et la précarité ont exposé les enfants à la violence, à la maladie, aux difficultés et aux privations. Les graves violations commises contre les enfants dans les zones de guerre ont connu une escalade. En 2018, plus de 1 680 enfants ont été tués ou mutilés par des attaques terrestres, des bombardements aériens et d'autres actes de violence liés au conflit au Yémen, soit 28 % de plus qu'en 2017, et, en Somalie, plus de 5 200 violations graves ont été signalées, soit 5 % de plus qu'en 2017. Les enfants ont été parmi les plus touchés par les grandes catastrophes naturelles qui ont frappé l'Asie de l'Est et le Pacifique. De même, ils supportent un fardeau sans précédent dans la crise migratoire régionale en Amérique latine.

5. C'est dans ce contexte que l'UNICEF a commencé à mettre en œuvre son nouveau Plan stratégique et a obtenu des résultats à grande échelle en faveur des enfants dans des conditions opérationnelles diverses.

6. En 2018, l'UNICEF a dispensé des traitements et des soins vitaux à 4,1 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (dont 52 % de filles, pour les pays disposant de données ventilées par sexe) ; fait bénéficier plus de 58 millions d'adolescents de services de prévention de l'anémie et d'autres formes de malnutrition, dépassant ainsi l'objectif de 55 millions fixé pour cette année ; et fourni des compléments de vitamine A à plus de 255 millions d'enfants. Près de 19 millions de personnes ont pu accéder à une eau sans risque sanitaire et près de 11 millions à des services d'assainissement de base.

7. Plus de 11 millions d'enfants ont reçu du matériel pédagogique, tandis que 2 millions d'enfants et d'adolescents ont participé à des programmes, déployés notamment dans des situations de crise humanitaires, qui leur ont permis d'acquérir des compétences cruciales pour l'apprentissage, l'autonomisation personnelle, la citoyenneté active ou l'employabilité. Le nombre de participants a été légèrement inférieur à l'objectif de 2,1 millions (dont 57 % de filles, pour les pays disposant de données ventilées par sexe) fixé pour 2018. Les programmes appuyés par l'UNICEF ont permis à près de 12 millions d'enfants non scolarisés (dont 48 % de filles, pour les pays disposant de données ventilées par sexe) d'accéder à l'éducation, y compris

dans des contextes de crise humanitaire, alors que l'objectif pour 2018 était de 10 millions.

8. Plus de 16 millions de naissances ont été enregistrées et des services ont été dispensés dans les domaines de la santé, de l'aide sociale, de la justice et de l'application de la loi à 2,3 millions d'enfants victimes de violences. Près de 5 millions d'adolescentes ont été prises en charge par les programmes relatifs au mariage des enfants, tandis que près de 100 000 filles ont bénéficié de services de prévention et de protection concernant les mutilations génitales féminines. Les programmes appuyés par l'UNICEF, notamment en situation de crise humanitaire, ont permis à environ 6 millions d'adolescents (dont 52 % filles, pour les pays disposant de données ventilées par sexe) de prendre part à des initiatives de participation citoyenne visant à améliorer leur école, leur communauté, leur ville ou leur environnement.

9. Dans les situations de crise humanitaire, l'UNICEF a permis à plus de 43 millions de personnes d'avoir accès à une eau sans risque sanitaire ; près de 20 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole ; plus de 7 millions d'enfants ont bénéficié d'une assistance pécuniaire ; près de 7 millions d'enfants ont eu accès à une certaine forme d'éducation.

10. Face à l'évolution démographique et aux risques nouveaux qui compromettent la capacité des jeunes à acquérir l'éducation et les compétences dont ils ont besoin pour s'épanouir dans un travail productif et une citoyenneté engagée, l'UNICEF a lancé Génération sans limites, un partenariat mondial destiné à jeter des ponts entre l'enseignement général et professionnel secondaire et l'emploi ou l'entrepreneuriat. Ce partenariat associe les secteurs privé et public, la société civile et les jeunes dans un élan commun pour créer des percées à grande échelle susceptibles d'assurer un avenir meilleur aux 1,8 milliard de jeunes dans le monde.

11. En étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, l'UNICEF s'est employé à soutenir les réformes du système des Nations Unies pour le développement et l'application de la résolution 72/279 de l'Assemblée générale. L'organisation a joué un rôle de premier plan pour susciter une action collective en matière de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, unissant les efforts du Comité permanent interorganisations (CPI) et du système des Nations Unies, et a ouvert la voie à un déploiement plus rapide des programmes concernés dans tous les pays dotés de plans d'intervention humanitaire ou d'aide aux réfugiés.

II. Résultats obtenus au regard des groupes d'objectifs du Plan stratégique, 2018-2021

A. Groupe d'objectifs 1 : Chaque enfant survit et prospère

12. L'UNICEF souscrit à une approche intégrée et globale de la survie, de la croissance et du développement de l'enfant. En 2018, il a intensifié son action dans le domaine des soins de santé primaires de proximité, en renforçant sa collaboration avec les gouvernements et d'autres partenaires pour améliorer les résultats obtenus en matière de santé maternelle, néonatale et infantile, de nutrition, de lutte contre VIH et de développement du jeune enfant. En 2018, l'UNICEF a travaillé sur le groupe d'objectifs 1 dans 126 pays. Le total des dépenses pour ce groupe d'objectifs a atteint 2,1 milliards de dollars.



27 millions de naissances vivantes ont eu lieu dans les établissements de santé grâce aux programmes soutenus par l'UNICEF



Environ 65,5 millions d'enfants ont reçu trois doses de vaccin DCT pentavalent grâce à l'UNICEF et à ses partenaires



5,5 millions d'enfants présumés atteints de pneumonie ont reçu des antibiotiques grâce aux programmes soutenus par l'UNICEF



Plus de 475 000 enfants ont participé à des programmes de développement du jeune enfant soutenus par l'UNICEF dans des situations de crise humanitaires

13. L'UNICEF considère que les soins de santé primaires – le déploiement intégré de programmes et d'interventions aux différentes étapes de la vie dans la communauté, parallèlement à des efforts concertés de renforcement des systèmes de santé – représentent la voie la plus durable pour atteindre les résultats du groupe d'objectifs 1. Avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Gouvernement du Kazakhstan, l'UNICEF a organisé la Conférence mondiale sur les soins de santé primaires à Astana (aujourd'hui Nour-Sultan), en octobre 2018, où des représentants des gouvernements, des organisations internationales, des partenaires de développement, de la société civile et des milieux universitaires de près de 150 pays ont affirmé leur conviction que les soins de santé primaires jouent un rôle essentiel pour promouvoir la santé, le développement social et économique, ainsi que la sécurité mondiale, et constituent un facteur majeur de la réalisation d'une couverture sanitaire universelle, vers laquelle tend la cible 3.8 des objectifs de développement durable. L'UNICEF et l'OMS codirigent actuellement, avec une série de partenaires clefs, une initiative mondiale destinée à renforcer les soins de santé primaires au niveau des pays, concrétisant ainsi les engagements pris dans la Déclaration d'Astana.

14. Entre 2016 et 2018, dans 25 pays, 16,5 millions d'enfants présumés atteints de pneumonie ont reçu des antibiotiques dans le cadre de programmes appuyés par l'UNICEF et près de 155 000 agents sanitaires des collectivités ont participé à des programmes de renforcement des compétences sur la gestion intégrée des cas au niveau communautaire, alors que l'objectif pour 2018 était de 100 000. En 2018, l'UNICEF a distribué des moustiquaires imprégnées à 28,3 millions de personnes dans 17 pays, dont 1,5 million dans 11 pays en situation de crise humanitaire.

15. L'UNICEF a aidé 23 pays présentant un taux élevé de mortalité néonatale et maternelle à mettre en œuvre des plans visant à améliorer la qualité des soins dans ce domaine. Seize pays ont entrepris de suivre la mise en œuvre de la méthode de soins de type « mère kangourou », dépassant l'objectif de 15 fixé pour 2018. Grâce aux programmes de santé maternelle et néonatale appuyés par l'UNICEF, 27 millions de naissances vivantes ont eu lieu dans les établissements de santé en 2018. Au cours de l'année, l'UNICEF a soutenu des actions relevant de l'initiative WASH dans 3 355 établissements de santé, dont 3 017 situés dans les 52 pays ciblés par le plan d'action Chaque Nouveau-né. Il a aussi appuyé la vaccination de 8,5 millions de femmes en âge de procréer contre le tétanos néonatal et maternel dans six pays en 2018, et la maladie a pu être éliminée au Kenya.

16. En 2017 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles), l'UNICEF et ses partenaires ont contribué à faire administrer à environ 65,5 millions d'enfants trois doses de vaccin pentavalent, qui protège notamment de la diphtérie, du tétanos et de la coqueluche, dans 64 pays prioritaires. Le nombre de cas de polio dans le monde a diminué de plus de 99,9 % depuis 1988. Malgré ces progrès, la transmission du poliovirus sauvage se poursuit en Afghanistan et au Pakistan. La détection d'un seul cas de poliomyélite indique la persistance de lacunes immunitaires, qui doivent être comblées par une couverture vaccinale de haute qualité si l'on veut éradiquer la maladie.



Plus de 255 millions d'enfants ont reçu deux doses annuelles de compléments de vitamine A dans des pays prioritaires



Plus de 4 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont bénéficié d'un traitement



Plus de 58 millions d'adolescents ont bénéficié de services de prévention de l'anémie et d'autres formes de malnutrition grâce aux programmes soutenus par l'UNICEF



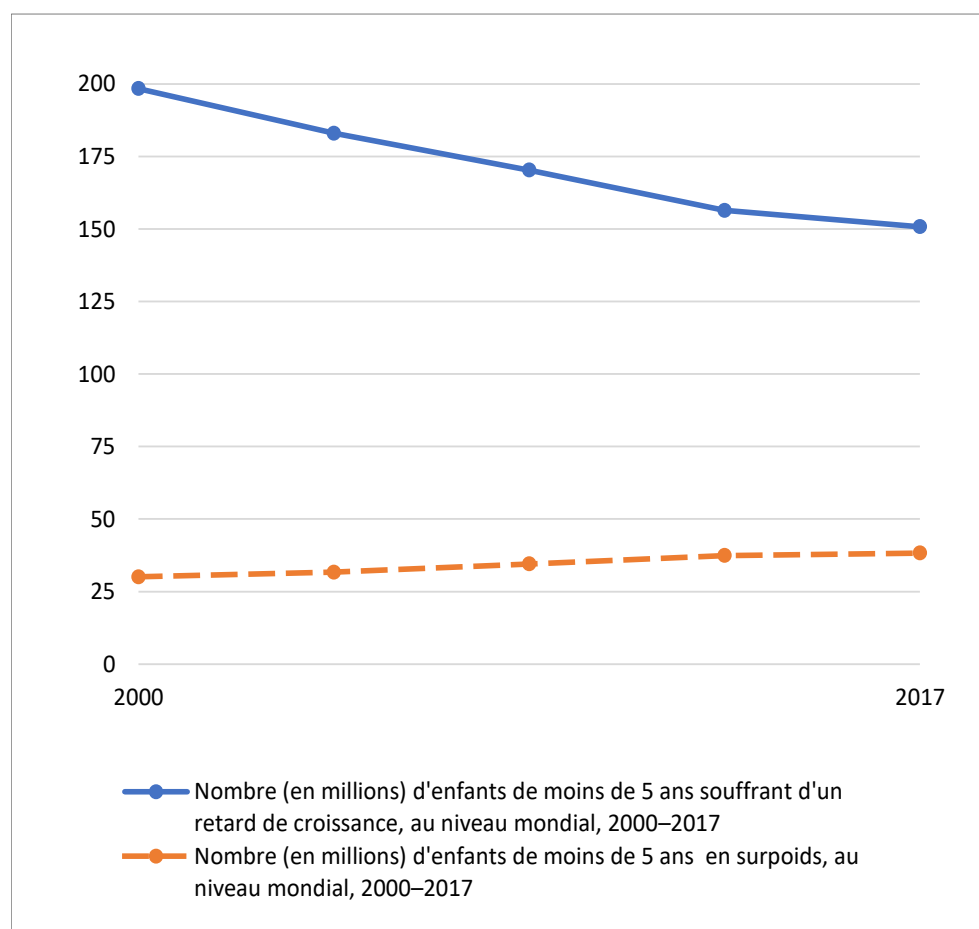
Plus de 1 million de femmes enceintes vivant avec le VIH ont reçu un traitement antirétroviral destiné à réduire le risque de transmission mère-enfant grâce aux programmes soutenus par l'UNICEF



89 % des pays ciblés ont appuyé la mise en œuvre d'au moins trois campagnes à fort impact sensibles à la problématique femmes-hommes visant à prévenir le VIH chez les adolescents

17. Hormis le renforcement des systèmes de santé, l'UNICEF a encouragé une révision des systèmes alimentaires afin d'assurer la fourniture d'aliments nutritifs aux enfants et de prévenir toutes les formes de malnutrition : avec son appui, 74 pays ont mis en place des programmes à grande échelle d'enrichissement des aliments ; des micronutriments en poudre contenant des vitamines et minéraux essentiels ont été distribués à 15,6 millions d'enfants ; 23 millions d'aidants familiaux ont été conseillés sur les pratiques optimales d'alimentation du nourrisson ; et plus de 255 millions d'enfants ont reçu deux doses de compléments de vitamine A. Grâce au soutien de l'UNICEF, 56 gouvernements ont mis en œuvre des programmes de prévention de la surcharge pondérale chez les enfants et 108 pays ont intensifié leurs programmes visant à améliorer la qualité et la diversité de l'alimentation des jeunes enfants.

Figure II
Tendances des retards de croissance et de l'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans, au niveau mondial, 2000-2017



18. Plus de 4 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère dans 72 pays ont bénéficié d'un traitement et de soins vitaux et 82 % d'entre eux se sont complètement rétablis, dépassant les normes mondiales en matière de soins. Au Nigéria, le nombre d'enfants traités est passé de moins de 7 000 en 2009 à plus de 700 000 en 2018. En tant qu'organisme chef de file pour les questions de nutrition, l'UNICEF est intervenu dans 22 situations d'urgence nutritionnelle et a fourni un appui technique à 59 pays touchés par des crises.

19. L'UNICEF a collaboré avec les gouvernements de 30 pays à des programmes visant à améliorer la qualité de l'alimentation des adolescents et à améliorer leur état nutritionnel. Des services de prévention de l'anémie et d'autres formes de malnutrition ont été dispensés à plus de 58 millions d'adolescents, filles et garçons. En Inde, plus de 44 millions d'adolescents ont bénéficié d'un programme de supplémentation en fer et en acide folique pour prévenir l'anémie.

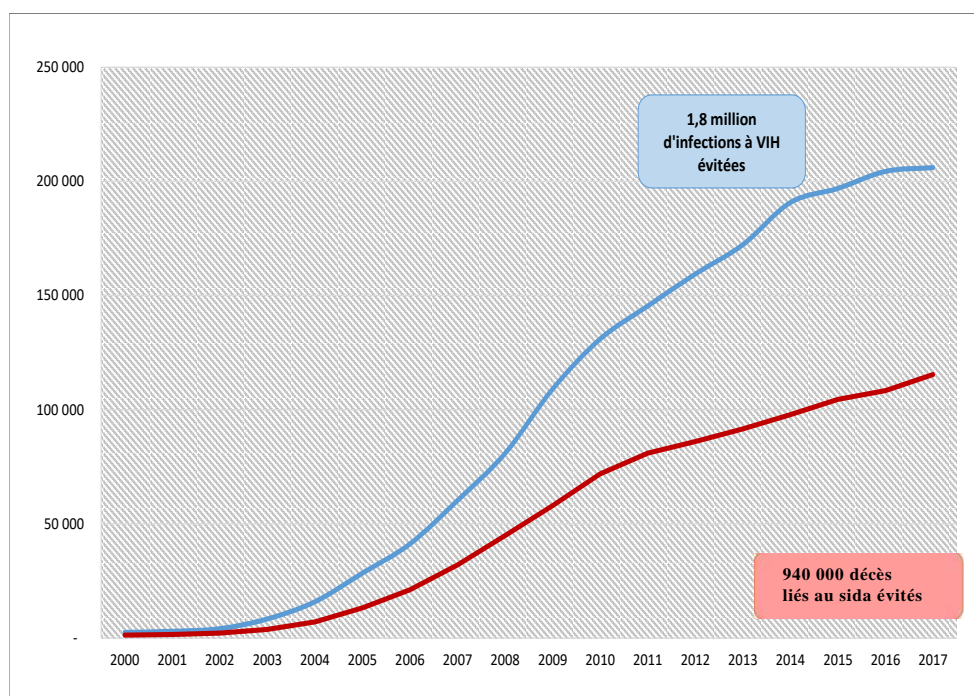
20. À la fin de 2017, 80 % des mères séropositives dans le monde avaient accès à un traitement à vie. Ces progrès enregistrés dans la couverture se traduisent par un total cumulé de 1,8 million d'infections pédiatriques au VIH évitées et de 940 000 vies d'enfants sauvées depuis 2000. Au cours de la même période, la couverture du traitement chez les enfants séropositifs a augmenté de 52 % dans le monde. Le contraste entre une couverture élevée chez les mères et une couverture modeste chez

les enfants séropositifs est en partie dû au faible accès au diagnostic du VIH chez les nourrissons.

21. La prévention et le traitement du VIH chez les enfants, les jeunes et les femmes occupent une place prépondérante dans les activités de l'UNICEF au titre du groupe d'objectifs 1. Pour combler les lacunes dans la couverture du traitement, l'UNICEF appuie le lancement de nouvelles plateformes de dépistage sur les lieux de soins dans 20 pays d'Afrique. Cela contribuera à accroître le taux de dépistage du VIH au cours des deux premiers mois de la vie chez les nourrissons nés de femmes enceintes vivant avec le VIH, ainsi que le nombre de nourrissons qui reçoivent le traitement antirétroviral nécessaire. Plus de 70 000 dépistages sur les lieux de soins ont été réalisés en 2018.

Figure III

Estimation du nombre des nouvelles infections à VIH et des décès liés au sida évités chez les enfants de moins de 5 ans grâce aux programmes de prévention de la transmission mère-enfant, au niveau mondial, 2000-2017



Source : Estimations du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, 2018.

22. Presque tous les 35 pays que l'UNICEF a retenus en vue d'une action intensive contre le VIH s'emploient à renforcer leurs interventions de prévention chez les jeunes. En Tanzanie, l'UNICEF collabore avec le Fonds d'action sociale de Tanzanie et la Commission tanzanienne de lutte contre le sida pour mettre en œuvre une campagne ciblant les adolescents (âgés de 14 à 19 ans), qui combine des mesures de protection sociale, d'autonomisation économique et d'éducation concernant le VIH et la santé sexuelle et reproductive.

23. L'UNICEF a placé le développement du jeune enfant au centre de ses activités. En 2018, les actions de sensibilisation menées par l'UNICEF et ses partenaires, notamment en coopération étroite avec le Gouvernement argentin, ont encouragé le lancement de l'Initiative du G20 pour le développement de la petite enfance. Un renforcement des systèmes et une amélioration des interventions multisectorielles ont

été observés, sur le plan du développement du jeune enfant, avec l'adoption par 80 pays de programmes multisectoriels comportant au moins deux interventions en faveur de la stimulation et des soins précoces. Sur ces 80 pays, 33 ont rapporté avoir mis en place des systèmes et les 47 autres ont démontré qu'ils étaient en mesure de mener des actions de grande envergure dans les années à venir. Plus de 475 000 enfants ont participé à des programmes de développement du jeune enfant soutenus par l'UNICEF dans des situations de crise humanitaire.

24. Les interventions de l'UNICEF relevant du groupe d'objectifs 1 dans les situations de crise humanitaire sont très variées. En 2018, l'organisation a soutenu la vaccination de 19,6 millions d'enfants contre la rougeole et a progressé dans la prévention du choléra. En Haïti, ces résultats ont pu être obtenus grâce à une réaction immédiate et efficace ; à des campagnes actives de vaccination orale contre le choléra ; à des interventions dans des zones ciblées ; et à l'amélioration des pratiques d'assainissement. Deux doses de vaccin oral contre le choléra ont été administrées à 59 537 personnes à Saint-Michel de l'Attalaye. En 2018, le nombre de cas présumés de choléra dans le pays a diminué de 13 681 en 2017 à 3 786 ; et l'UNICEF a répondu à 87 urgences sanitaires ou épidémies dans le monde, dans des conditions très éprouvantes pour la population et les intervenants. Dans plus de 14 pays, il s'agissait notamment du choléra. En réponse à l'épidémie d'Ebola de 2018 en République démocratique du Congo, une stratégie de communication et de mobilisation de la population mise en œuvre dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et de l'Équateur a contribué à sensibiliser 9,6 millions de personnes à la prévention d'Ebola et à dissiper les rumeurs et les idées reçues grâce à la mobilisation de 25 000 dirigeants locaux et 15 000 agents de première ligne et à la diffusion de 90 000 émissions en quatre langues par 113 stations de radio. Treize enquêtes menées au cours de la période d'intervention au sujet des connaissances, des attitudes et des pratiques ont mis en évidence une augmentation de l'ordre de 23 % à 91 % des connaissances relatives à Ebola.

25. L'une des plus grandes difficultés rencontrées à propos du groupe d'objectifs 1 était d'adapter la capacité et les profils des effectifs et des partenaires à la demande croissante de renforcement des systèmes afin d'obtenir des résultats durables à grande échelle. Pour ce faire, l'UNICEF a consenti de nouveaux efforts dans les domaines du renforcement des compétences analytiques, de l'utilisation des données, de la planification sectorielle, de la concertation, et de la coordination à l'appui de la programmation intersectorielle.

B. Groupe d'objectifs 2 : Chaque enfant apprend

26. L'UNICEF a maintenu son engagement en faveur de l'éducation en 2018, avec des programmes couvrant 144 pays. Le total des dépenses pour le groupe d'objectifs 2 a atteint 1,2 milliard de dollars.



12 millions d'enfants non scolarisés ont participé à des programmes d'enseignement préscolaire, primaire ou secondaire



Plus de 11 millions d'enfants ont reçu du matériel pédagogique destiné à l'apprentissage préscolaire ou individualisé



2 millions d'enfants ont participé à des programmes de formation professionnelle pour acquérir les compétences nécessaires à l'apprentissage, à l'autonomisation personnelle, à la citoyenneté active ou à l'employabilité

Source : Estimations du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, 2018.

27. Si le nombre d'enfants et d'adolescents inscrits dans les écoles maternelles, primaires et secondaires a augmenté de 168 millions en 10 ans, nombreux sont ceux qui n'acquièrent pas les connaissances et les compétences dont ils ont besoin. C'est pourquoi l'UNICEF insiste sur la qualité de l'éducation et les résultats de l'apprentissage dans ses activités relevant du groupe d'objectifs 2.

28. L'apprentissage préscolaire, sur lequel viennent se construire tous les acquis futurs, a fait l'objet d'une attention soutenue. L'UNICEF a collaboré avec la Banque mondiale pour adapter le programme accéléré de préparation à la scolarité en vue de son intégration dans la classe « 0 » de l'enseignement maternel officiel ; la version révisée du programme d'enseignement maternel de la classe « 0 » a été élaborée en 42 langues. En Éthiopie, l'UNICEF a concentré son attention sur l'expansion des programmes d'apprentissage préscolaire accéléré dispensés en dehors de la structure scolaire formelle, notamment les programmes conçus par les enfants pour les enfants et le programme accéléré de préparation à la scolarité.

29. L'UNICEF a appuyé la formation professionnelle dans plus de 86 pays, avec des progrès significatifs au niveau du système. Le cadre d'éducation aux compétences de la vie courante et à la citoyenneté a permis aux gouvernements et à d'autres partenaires de renforcer à grande échelle l'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante et à l'employabilité dans l'État de Palestine, en Jordanie et au Liban, tandis que le programme Power for Youth, soutenu par ING, a réalisé un travail similaire en Chine, au Kosovo, au Monténégro, aux Philippines et au Viet Nam.

30. L'UNICEF a continué de donner la priorité aux besoins éducatifs des enfants les plus vulnérables. En 2018, plus de 11,9 millions de filles et de garçons non scolarisés ont participé à des programmes d'enseignement préscolaire, primaire ou secondaire appuyés par l'UNICEF, y compris dans des situations de crise humanitaire, dépassant ainsi l'objectif de 10 millions prévu pour l'année.

31. En 2018, l'UNICEF a dispensé une éducation à environ 7 millions d'enfants dans des situations de crise humanitaire, dont près de 600 000 au Soudan du Sud et 1,2 million d'enfants syriens réfugiés en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie. Pour aider les enfants et les adolescents touchés par la crise dans la République arabe syrienne, l'UNICEF a soutenu la conception d'un outil global d'évaluation de l'apprentissage qui mesure les compétences en lecture et en mathématiques, ainsi que les aptitudes sociales et affectives.

32. Au Népal, une étude de l'UNICEF a contribué à promouvoir l'éducation inclusive en démontrant qu'un programme pilote avait amélioré la capacité des enseignants à combattre l'exclusion dans les salles de classe et avait permis à des enfants et des jeunes handicapés d'accéder à l'éducation. Le Gouvernement met

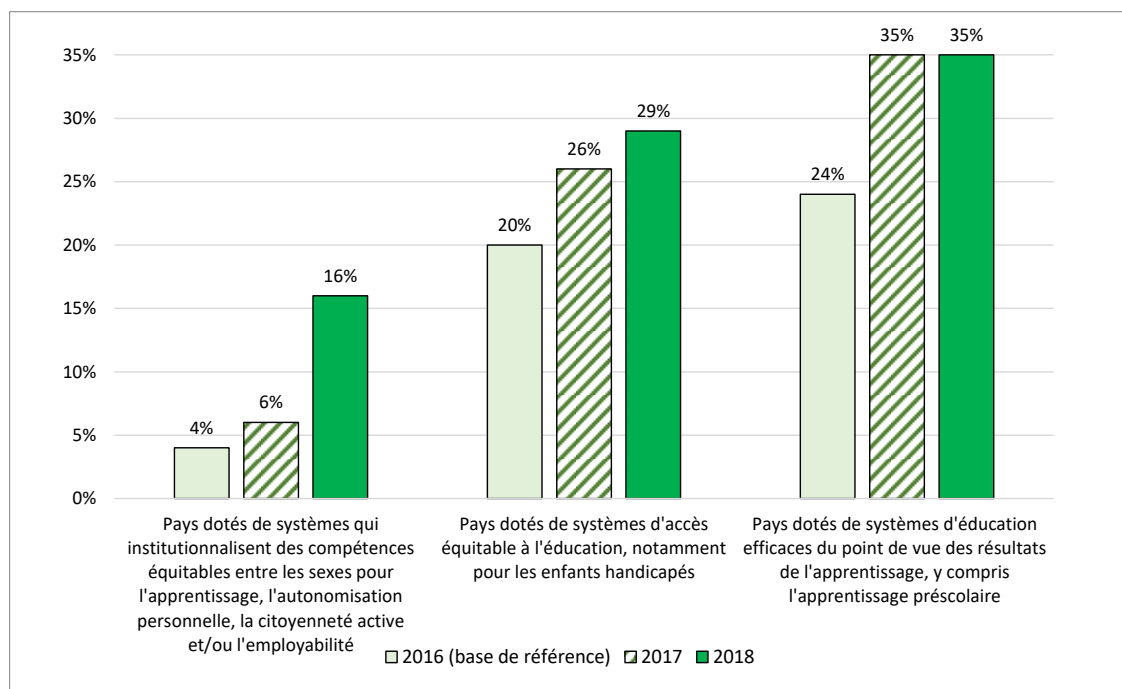
actuellement en œuvre des programmes similaires et élabore un plan directeur national pour l'éducation inclusive avec l'appui de l'UNICEF.

33. L'année 2018 a également été marquée par un engagement mondial renouvelé en faveur de l'éducation des enfants. Le Partenariat mondial pour l'éducation a recueilli plus de 2 milliards de dollars pour les enfants et les adolescents les plus pauvres du monde. Les dirigeants du monde entier se sont engagés à soutenir la Facilité de financement internationale pour l'éducation et la Banque mondiale a lancé son Projet pour le capital humain, qui met l'accent sur le pouvoir transformateur de l'éducation. Ces initiatives, auxquelles l'UNICEF a apporté un appui stratégique, contribuent non seulement à la réalisation des objectifs de l'organisation, mais aussi à un environnement plus propice à la réussite de ses programmes.

34. L'UNICEF a continué de jouer un rôle stratégique dans la gouvernance du fonds mondial pour l'Éducation sans délai, dans les situations d'urgence. Il a accueilli son secrétariat et a aidé à affecter des ressources supplémentaires à des initiatives d'éducation dans les situations d'urgence sous-financées, notamment au Bangladesh, en Indonésie, au Nigéria, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en République démocratique du Congo. En juin 2018, lors du Sommet du Groupe des Sept, organisé par le Canada, qui s'est tenu à Charlevoix (Québec), l'UNICEF s'est joint à l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles et à d'autres partenaires de la société civile dans une campagne mondiale de sensibilisation qui a permis d'obtenir des annonces de contributions volontaires à hauteur de 3,8 milliards de dollars canadiens pour l'éducation des femmes et des filles dans les situations de crise humanitaire. En collaboration avec l'Initiative pour l'éducation des filles et le Partenariat mondial pour l'éducation, l'UNICEF a soutenu la formation de représentants des gouvernements et de la société civile de 13 pays d'Afrique subsaharienne en matière de prise en compte de la problématique femmes-hommes dans la planification du secteur de l'éducation.

35. La capacité de répondre aux besoins éducatifs des enfants en temps de crise a continué de poser des difficultés en 2018. L'UNICEF est déterminé à renforcer la capacité de ses bureaux régionaux et bureaux de pays, de ses partenaires et des gouvernements à faire face aux effets des chocs et des tensions, et à éviter des perturbations éventuelles dans la fourniture des services d'éducation.

Figure IV
Principaux résultats relevant du groupe d'objectifs 2 dans les pays de programme de l'UNICEF



C. Groupe d'objectifs 3 : Chaque enfant est protégé contre la violence et l'exploitation

36. Reflétant la nature mondiale de la violence contre les enfants, les services de prévention et d'intervention dispensés par l'UNICEF ont couvert 154 pays en 2018. Le total des dépenses au titre du groupe d'objectifs 3 ont atteint 658 millions de dollars. Plus de 16 millions de naissances ont été enregistrées dans 49 pays dans le cadre des programmes soutenus par l'UNICEF ; près de 5 millions d'adolescentes ont reçu des services de prévention et de prise en charge relatifs aux mariages précoces ; et 1,7 million d'enfants en déplacement (dont 48 % de filles, pour les pays disposant de données ventilées par sexe) ont bénéficié de services de protection. L'UNICEF, dont la Directrice générale préside le Conseil d'administration du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants, est bien placé pour galvaniser l'engagement à cet égard et traduire cette volonté politique en programmes nationaux concrets, assortis de délais.



1,7 million d'enfants
en déplacement ont bénéficié de
services de protection grâce aux
programmes soutenus par
l'UNICEF



4,9 millions d'adolescentes
ont reçu des services de prévention et de
prise en charge relatifs aux
mariages précoces grâce aux
programmes soutenus par l'UNICEF

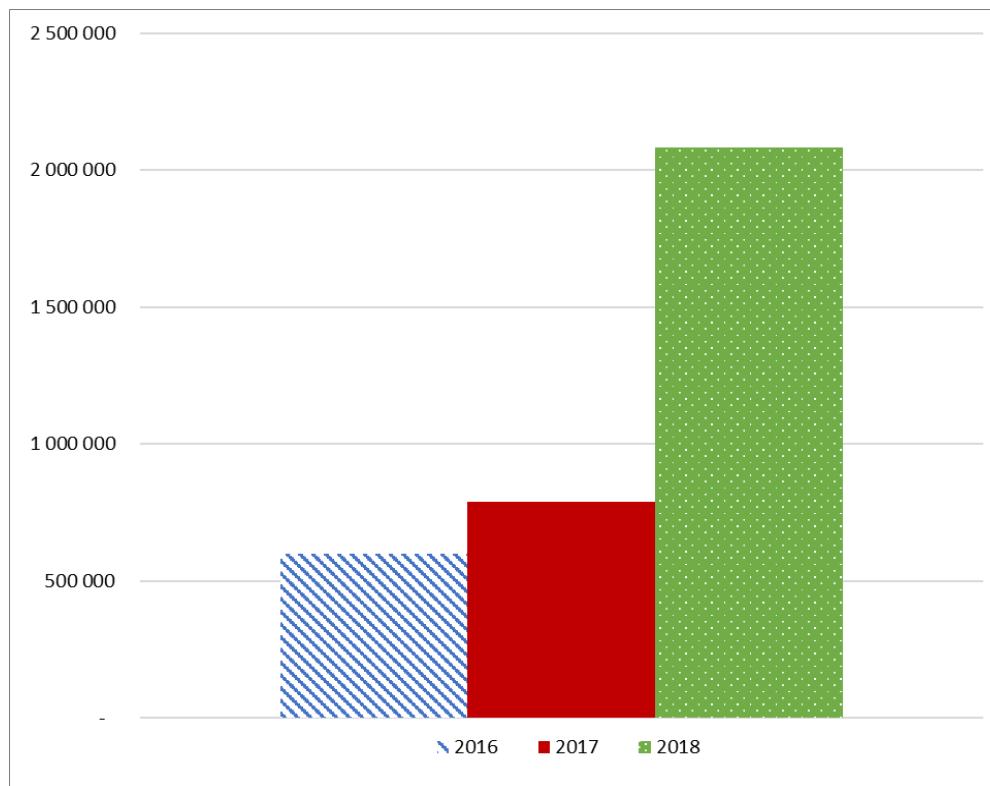


Plus de 16 millions de naissances
ont été enregistrées dans 49 pays
dans le cadre des programmes
soutenus par l'UNICEF

37. En 2018, grâce à des programmes appuyés par l'UNICEF, les services de santé, de travail social, de justice et d'application de la loi sont venus en aide à 2,3 millions d'enfants victimes de violences. Au Nicaragua, une campagne nationale de lutte contre les abus sexuels menée par le Gouvernement a permis de sensibiliser 2,8 millions de personnes et de renforcer les services d'intervention en faveur de victimes et des adolescentes enceintes. Plus de 2 millions de mères, de pères et d'aidants familiaux ont pris part à des programmes de formation aux compétences parentales dans 75 pays.

38. Le renforcement des systèmes de protection de l'enfance est une stratégie clef pour l'UNICEF. Le nombre de pays qui ont fait état de mesures prises et de progrès accomplis en matière de renforcement des effectifs des services sociaux est passé de 114 à 132 entre 2017 et 2018. Les principaux efforts déployés dans le domaine de la protection de l'enfance ont notamment consisté à renforcer les systèmes de gestion des données et de l'information dans les pays de programme. En 2018, l'UNICEF a aidé 115 pays à améliorer la disponibilité et la qualité des données sur la violence contre les enfants. Depuis sa mise en service en 2015, le logiciel de gestion des dossiers Primero de l'UNICEF a été mis en œuvre dans 22 cas actifs et utilisé dans des situations d'urgence complexes, notamment pour faire face à la crise d'Ebola en Sierra Leone, au séisme et au tsunami en Indonésie et à l'afflux de réfugiés syriens en Jordanie.

Figure V
Couverture des mères, pères et aidants familiaux par les programmes de formation aux compétences parentales soutenus par l'UNICEF en tant qu'outils essentiels de prévention et d'intervention visant à lutter contre la violence à l'égard des enfants, au niveau mondial, 2016-2018



39. L'UNICEF a soutenu le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants, le Gouvernement suédois et d'autres parties prenantes dans leurs efforts de mobilisation pour le sommet « Agenda 2030 pour les enfants : des solutions pour mettre fin à la violence », première conférence mondiale consacrée à cette question. Des représentants de haut niveau de 67 pays ont assisté à cet événement sans précédent, qui a vu les gouvernements nationaux, les donateurs et les organisations de la société civile prendre une série d'engagements, notamment sous la forme de la toute première proclamation ministérielle plurinationale sur la violence contre les enfants. En 2018, l'Initiative pour mettre fin à la violence envers les enfants, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Ministère du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, ont créé une alliance en vue de mettre fin à la violence en milieu scolaire d'ici à 2024.

40. Près de 100 000 filles et femmes ont bénéficié de services de prévention et de protection contre les mutilations génitales féminines dans le cadre de programmes soutenus par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF et près de 7 millions de personnes ont participé à des plateformes d'éducation, de communication et de mobilisation sociale qui tentent de promouvoir l'élimination de ces mutilations.

41. Le fructueux travail de programmation accompli par le FNUAP et l'UNICEF au titre de leur Programme mondial visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants et de leur Programme commun de lutte contre les mutilations génitales féminines a

débouché sur des engagements de ressources émanant de six nouveaux donateurs, dont le premier donateur du secteur privé, pour un montant total de 22,7 millions de dollars sur quatre ans.

42. Des interventions destinées à améliorer l'accès à la justice, telles que l'aide juridictionnelle spécialisée, ont bénéficié à 190 000 enfants et jeunes en contact avec les organes judiciaires et administratifs. Dans 50 pays, l'UNICEF a appuyé le renforcement des capacités des professionnels de la justice, dont 44 % ont obtenu une certification portant sur le travail avec les enfants délinquants et 59 % avec les enfants victimes, alors que les objectifs pour 2018 étaient de 54 % et 62 %.

43. L'UNICEF a apporté un soutien psychosocial à 3,6 millions d'enfants dans des situations de crise humanitaire (dont 50 % de filles, pour les pays disposant de données ventilées par sexe), soit 83 % des enfants ciblés, en leur donnant notamment accès à des espaces adaptés aux enfants dans le cadre d'interventions de programmation intersectorielle. Prenant l'initiative en matière de protection des enfants et des jeunes contre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les situations de crise humanitaire, 16 bureaux de pays ont mis en place, dans des environnements à haut risque, des programmes centrés sur les victimes qui tiennent compte des besoins des enfants.

44. Au Nigéria, en Somalie et au Soudan du Sud, parmi 34 autres pays, 61 % des enfants non accompagnés ou séparés de leurs parents enregistrés auprès des services de recherche et de réunification familiale (dont 44 % de filles, pour les pays disposant de données ventilées par sexe) ont pu retrouver leur famille ou ont bénéficié d'une prise en charge familiale ou d'autres services appropriés. Ce chiffre marque un progrès par rapport aux taux de 41 % en 2016 et de 55 % en 2017. En République démocratique du Congo, au Nigéria, aux Philippines et en Somalie, entre autres, 13 600 enfants (dont 22 % de filles, pour les pays disposant de données ventilées par sexe), soit 99,6 % des enfants visés, ont été libérés ou ont réintégré leur famille et ont reçu des soins et des services adéquats après avoir été recrutés et utilisés par des forces armées. Afin de réduire le nombre des blessures causées par les mines et les restes explosifs de guerre, notamment au Myanmar, en République arabe syrienne et en Ukraine, plus de 3,7 millions d'enfants (dont 47 % de filles, pour les pays disposant de données ventilées par sexe) ont été sensibilisés aux dangers des mines.

45. La violence fondée sur le genre dans les situations d'urgence a fait l'objet d'une attention renouvelée en 2018 : des mesures d'atténuation des risques, de prévention ou d'intervention ont été prises à l'égard de 1,3 million de femmes, de filles et de garçons dans le cadre de programmes appuyés par l'UNICEF, atteignant 103 % des personnes ciblées.

46. L'un des grands défis à relever dans les programmes de protection de l'enfance de l'UNICEF est d'obtenir un financement public plus important. À cet effet, le fonds cherche de plus en plus à s'associer à la Banque mondiale et aux institutions régionales, dont l'Union africaine et l'Union européenne, pour renforcer l'analyse des finances publiques et mettre en relation les améliorations des systèmes de prévoyance sociale avec celles de la protection des enfants.

D. Groupe d'objectifs 4 : Chaque enfant vit dans un environnement sûr et propre

47. Le cadre de vie dans lequel les enfants naissent, sont élevés et jouent est un facteur sous-jacent qui détermine de nombreux aspects de leur bien-être, de la santé à la protection, en passant par l'éducation. Un environnement propre, sûr et sécurisé pour les enfants suppose qu'ils aient accès à l'eau potable et à des services

d'assainissement et d'hygiène sûrs et durables. Il suppose également de faire face aux risques liés aux catastrophes et aux conflits et d'appuyer une planification et une gouvernance urbaines qui tiennent compte des besoins et des droits des enfants, ainsi que des plans et des systèmes de suivi de la durabilité environnementale axés sur les enfants.



18,6 millions de personnes supplémentaires ont eu accès à une eau potable sans risque sanitaire grâce aux programmes soutenus par l'UNICEF



10,8 millions de personnes supplémentaires ont eu accès à des services d'assainissement de base grâce aux programmes soutenus par l'UNICEF



47 pays ont adopté des plans locaux de gestion des risques tenant compte des besoins des enfants pour faire face aux changements climatiques, aux conflits, aux urgences de santé publique ou autres crises



54 pays ont collecté des données sur les disparités intra-urbaines, notamment sur la situation des filles et des garçons dans des cadres informels



51 pays ont soutenu des activités en faveur de la durabilité environnementale

48. En 2018, l'UNICEF a travaillé sur le groupe d'objectifs 4 dans 147 pays. Le total des dépenses pour ce groupe d'objectifs a atteint 1 milliard de dollars.

49. L'accès à des services de distribution d'eau sans risque sanitaire (source améliorée, à moins de 30 minutes et répondant aux normes nationales de qualité de l'eau potable en vigueur) a été étendu à près de 19 millions de personnes, dont 7 millions grâce aux programmes de développement de l'UNICEF et 12 millions grâce à des infrastructures hydrauliques à long terme, dans le cadre des interventions humanitaires de l'UNICEF.

50. Près de 11 millions de personnes ont eu accès à des services d'assainissement de base en 2018. Les campagnes nationales visant à éliminer la défécation à l'air libre ont été étendues au-delà des communautés individuelles pour que des districts entiers, des municipalités et même des provinces ou des États puissent être déclarés « exempts de défécation à l'air libre ». En 2018, 5 districts en Afghanistan, 2 comtés au Kenya, 4 municipalités aux Philippines et 1 toute première municipalité au Niger (Bagaroua) ont ainsi été reconnus « zones exemptes de défécation à l'air libre ». En Inde, la Swachh Bharat Mission a déclaré 18 États exempts de défécation à l'air libre en 2018, résultat d'efforts sans précédents consentis ces dernières années.

51. Dans les situations de crise humanitaire, l'UNICEF a permis à plus de 43 millions de personnes dans 64 pays d'accéder à une eau sans risque sanitaire grâce à une série d'interventions, qu'il s'agisse d'approvisionnement en eau par camion-citerne, de stations d'épuration et d'infrastructures de distribution d'eau à long terme ou de réseaux d'assainissement desservant plus de 13 millions de personnes dans 46 pays. Près de 4,4 millions d'enfants ont bénéficié d'installations WASH adaptées à leur sexe et de mesures de promotion de l'hygiène dans les écoles ou les espaces d'apprentissage temporaires dans des situations de crise humanitaire.

52. Une assistance technique a été fournie à 15 pays en vue de l'application d'orientations relatives à la programmation tenant compte du risque, à la sensibilisation aux conflits et à la consolidation de la paix dans le cadre des travaux menés par l'UNICEF dans ce domaine. En 2018, conformément aux objectifs fixés, 47 pays avaient adopté des stratégies, politiques et plans nationaux ou locaux tenant compte des besoins des enfants pour faire face aux risques liés aux changements climatiques, aux conflits, aux urgences de santé publique et autres crises et les

atténuer. L'organisation a continué de mettre à profit la gestion équitable et efficace des services sociaux pour s'attaquer aux causes profondes et aux conséquences des conflits violents et renforcer la cohésion sociale et la résilience.

53. Par l'intermédiaire du Fonds pour la consolidation de la paix, l'UNICEF a collaboré avec d'autres organismes des Nations Unies dans 22 pays, afin d'appuyer la prévention des conflits et la consolidation de la paix, principalement dans les domaines de la protection des enfants, de la participation des jeunes et des adolescents, de la mobilisation de la population, de l'éducation et de la gouvernance locale. En Bosnie-Herzégovine, l'UNICEF a favorisé la création de mécanismes de dialogue sans exclusive offrant aux jeunes des plateformes durables où ils ont la possibilité de faire entendre leurs priorités et de participer à l'élaboration des politiques. En partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies, l'UNICEF a mis en place avec succès, dans 28 municipalités, des plateformes locales de dialogue, qui vont à présent contribuer à définir les priorités des organes locaux de gouvernance.

54. Une majorité croissante d'enfants dans le monde vivent en milieu urbain, où, en moyenne, ils bénéficient d'une plus grande proximité des services, de revenus plus élevés et de meilleures infrastructures. Ces avantages ne profitent pas pour autant à tous et la vie urbaine fait aussi peser des menaces différentes sur le bien-être des enfants. Il s'ensuit que, dans certains pays, les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables des zones urbaines sont encore moins bien lotis que ceux des régions rurales, comme le montrent de nouvelles recherches de l'UNICEF. En 2018, l'UNICEF a donné un nouvel élan à ses programmes en faveur des enfants en milieu urbain et a aidé les administrations locales urbaines et rurales de 57 pays à adapter leurs plans de développement en fonction des besoins des enfants. L'Initiative des villes amies des enfants de l'UNICEF a suscité une demande croissante de la part des pays en développement, et les autorités municipales de 14 villes d'Asie de l'Est se sont jointes à l'UNICEF, à Surabaya (Indonésie), en mai 2018, pour débattre de l'approche que les métropoles dynamiques en croissance rapide de la région pourraient adopter à l'égard des enfants et de la défense de leurs droits.

55. Les programmes de l'UNICEF dans les domaines des changements climatiques, de l'énergie et de l'environnement ont également été renforcés en 2018, l'accent étant mis de plus en plus sur la promotion d'infrastructures respectueuses du climat dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la santé et de l'éducation, et sur les mesures destinées à encourager les jeunes à jouer leur rôle d'instigateurs du changement. En Mongolie, l'organisation a maintenu ses efforts de sensibilisation aux effets de la pollution atmosphérique sur la santé des enfants, en particulier pendant la petite enfance. Dans l'État plurinational de Bolivie, l'UNICEF a réuni plus de 130 animateurs de mouvements de jeunesse afin de formuler des propositions et d'imaginer des innovations pour un avenir durable et résilient face aux changements climatiques.

56. Dans le souci de promouvoir l'équité femmes-hommes et d'intégrer la dimension du genre dans son offre de services WASH, l'UNICEF a aidé 7 710 écoles à construire, remettre en état et entretenir des installations sanitaires séparées pour les filles et les garçons. En Indonésie, il a fourni un appui direct à 40 écoles et distribué 50 000 trousseaux contenant des serviettes hygiéniques dans le cadre de l'intervention d'urgence lors du séisme et du tsunami qui ont frappé Palu et ses campagnes en ligne et hors ligne à l'occasion de la Journée d'hygiène menstruelle ont permis de sensibiliser des millions de personnes.

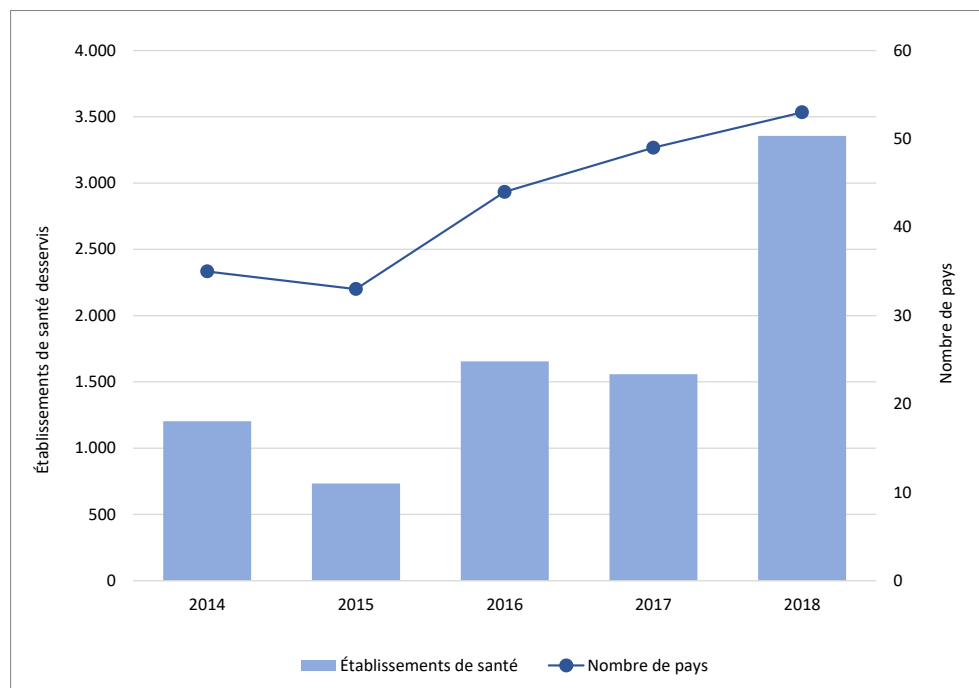
57. Au total, 3 355 établissements de santé ont eu accès à des services WASH grâce à l'appui direct de l'UNICEF : un chiffre record dépassant de loin l'objectif de 2 000 fixé pour 2018, qui déborde dans une large mesure sur les pays prioritaires du Plan

d'action Chaque nouveau-né. Ce résultat a été atteint en étroite coopération avec l'OMS.

58. Il faut redoubler d'efforts pour intégrer les programmes de l'UNICEF dans l'ensemble de ce groupe d'objectifs et pour assurer la durabilité des résultats obtenus, surtout dans les pays qui ne sont pas pleinement équipés pour institutionnaliser les politiques et les structures.

Figure VI

Établissements de santé qui ont eu accès à des services WASH grâce au soutien direct de l'UNICEF, 2014-2018

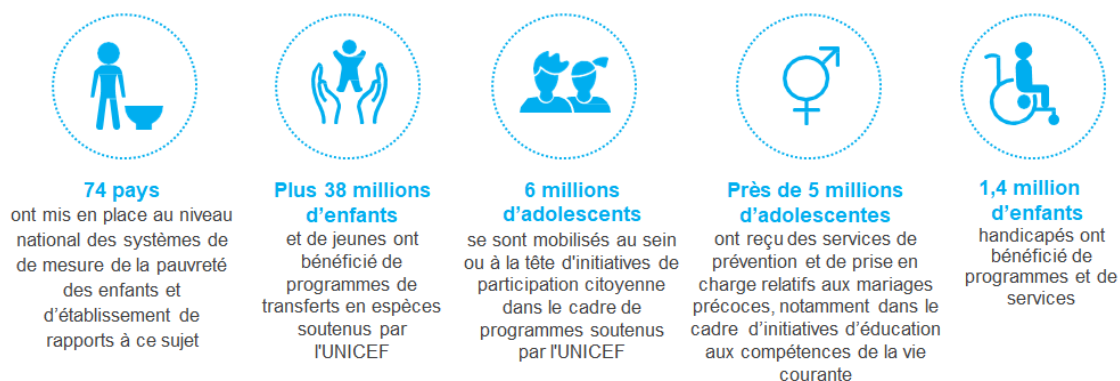


E. Groupe d'objectifs 5 : Chaque enfant a des chances équitables dans la vie

59. Dans tous les secteurs, l'UNICEF s'efforce de remédier à certaines des principales formes d'iniquité qui empêchent les enfants d'exercer leurs droits, comme la pauvreté et l'exclusion dues au sexe, au handicap ou au statut de minorité. Ce travail passe à la fois par des initiatives autonomes de lutte contre l'exclusion et de promotion de l'égalité des chances et par l'intégration d'une perspective d'équité dans les programmes plus vastes de l'organisation. Le groupe d'objectifs 5 sous-tend tous les autres groupes d'objectifs et traduit de la manière la plus claire la volonté de l'UNICEF de ne laisser aucun enfant de côté.

60. Selon de nouvelles estimations mondiales publiées en 2018, 665 millions d'enfants vivent dans une pauvreté multidimensionnelle, souffrant de privations tant du point de vue de leur niveau de vie que dans des domaines comme la santé et l'éducation. La protection sociale ne couvre que 35 % des enfants dans le monde et 16 % seulement en Afrique. La moitié des enfants et des adolescents handicapés dans le monde, dont le nombre est estimé à 93 millions, ne sont pas scolarisés.

61. En 2018, l'UNICEF a soutenu des activités dans 152 pays. Les dépenses totales pour le groupe d'objectifs 5 ont atteint 427 millions de dollars.



62. L'UNICEF a poursuivi ses efforts pour faire de la pauvreté des enfants une question centrale des plans, politiques et programmes nationaux de développement, en encourageant notamment les gouvernements à assurer un suivi de la pauvreté touchant les enfants et à adapter leurs politiques sociales et économiques. Cinquante-cinq pays ont mis en place un système multidimensionnel de mesure de la pauvreté des enfants et d'établissement de rapports à ce sujet et 74 pays disposent de mécanismes réguliers de mesure et de rapport sur la pauvreté monétaire des enfants, alors que les objectifs pour 2018 étaient respectivement de 45 et 55. Dans 22 pays, il existe des politiques et des programmes spécifiques de lutte contre la pauvreté des enfants. En Géorgie, une analyse de l'UNICEF faisant apparaître une aggravation de la pauvreté des enfants a contribué à relancer le débat public et à inciter le Gouvernement à multiplier par cinq la valeur des indemnités pour enfant à charge.

63. En 2018, plus de 38 millions d'enfants, dont plus de 7 millions dans des situations de crise humanitaire, ont bénéficié de programmes de transferts en espèces soutenus par l'UNICEF, que ce soit au moyen d'un appui technique ou d'un financement direct. Soixante-quinze pays ont déclaré disposer de systèmes de protection sociale solides ou modérément solides. Neuf pays ont déclaré avoir des programmes nationaux de transferts en espèces prêts à faire face à une crise, ce qui est en deçà de l'objectif de 12 pays fixé pour 2018. En partenariat avec la Banque mondiale, l'UNICEF a continué d'appuyer le programme de transferts en espèces au Yémen, d'une importance cruciale, dont 4,5 millions d'enfants ont bénéficié. L'UNICEF a contribué à hauteur de 11 millions de dollars à l'expansion du fonds commun du Programme de protection sociale fondé sur des activités productives, au profit de 240 000 ménages comptant des enfants qui souffrent de malnutrition (plus de 1,2 million de bénéficiaires) dans les deux régions les plus touchées de l'Éthiopie après la sécheresse.

64. En 2018, 33 pays ont rapporté avoir mis en place des politiques et des législations visant à soutenir le développement des adolescents, alors que l'objectif pour 2018 était de 21. Environ 6 millions d'adolescents dans 102 pays se sont mobilisés au sein ou à la tête d'initiatives de participation citoyenne dans le cadre de programmes soutenus par l'UNICEF, dont environ 500 000 dans des contextes de conflit ou de crise humanitaire dans 23 pays. Rien qu'en Inde, la participation, en forte hausse grâce à une stratégie menée conjointement avec le Gouvernement, a atteint 4,2 millions d'adolescents.

65. Dans ses activités en faveur de l'égalité des sexes, l'UNICEF a concentré ses efforts sur la parentalité positive, l'autonomisation des adolescentes, les stratégies de communication et la production de données probantes. Près de 34 000 filles et femmes

handicapées ont bénéficié, dans des situations de crise humanitaire, de services de gestion de l'hygiène menstruelle, et des programmes à grande échelle favorisant l'intégration des personnes handicapées ont été mis en œuvre au Bangladesh, au Nigéria et en République arabe syrienne.

66. L'UNICEF a travaillé dans 123 pays pour aider les enfants handicapés. Plus de 66 000 enfants ont reçu des équipements et autres produits d'assistance. En 2018, l'UNICEF a aidé 36 % des pays visés par un plan d'intervention humanitaire à mettre en place des programmes et des services humanitaires tenant compte du handicap, dépassant l'objectif de 30 % fixé pour l'année. Dans le cadre d'une approche programmatique intégrée, l'UNICEF a appuyé des politiques éducatives et des plans sectoriels en faveur des enfants handicapés ; 93 pays ont fait état de progrès. En Égypte, l'Assemblée nationale a approuvé une nouvelle loi sur l'éducation des enfants handicapés et un décret ministériel a imposé à toutes les écoles publiques d'être accessibles aux enfants handicapés.

67. Le suivi et la mise en œuvre des programmes relevant de ce groupe d'objectifs ont été entravés par le manque de données et l'inadéquation des outils de mesure des inégalités. Par exemple, faute de données ventilées sur les enfants handicapés, tant dans les chiffres des administrations nationales que dans les enquêtes et recensements nationaux périodiques, la capacité de l'UNICEF à cibler ce groupe a été limitée. De même, les dépenses publiques en faveur des enfants sont souvent mesurées de manière inadéquate. L'UNICEF collabore avec d'autres institutions internationales afin de renforcer les capacités des pays et d'améliorer la disponibilité des données pour une programmation fondée sur des données factuelles.

F. Priorité transversale : action humanitaire¹

68. En 2018, les conflits, les catastrophes naturelles, les épidémies et autres crises ont sapé les acquis du développement dans le monde. À mesure que les besoins humanitaires augmentaient, il devenait de plus en plus difficile d'atteindre les enfants et les jeunes en situation de crise. Par exemple, au Mali, l'insécurité accrue et les contraintes financières ont fait que 8 % seulement des enfants et des adolescents ciblés ont pu accéder à des services d'éducation.

69. En 2018, l'UNICEF a permis à plus de 43 millions de personnes d'accéder à une eau sans risque sanitaire dans des situations de crise humanitaire, tandis que 6,9 millions d'enfants ont reçu une forme d'éducation ; 3,6 millions d'enfants et d'adolescents ont bénéficié d'un soutien psychosocial ; 7 millions d'enfants ont eu accès à des programmes humanitaires de transfert en espèces. Le total des dépenses humanitaires en 2018 a atteint 2,7 milliards de dollars.

70. L'UNICEF est intervenu dans 285 crises humanitaires nouvelles et en cours dans 90 pays, dont 5 situations d'urgence de niveau 3² et 6 de niveau 2³, ainsi que dans plusieurs situations de crise humanitaire de moindre gravité. L'organisation a fourni un appui sur mesure aux pays confrontés à de nouvelles situations d'urgence et a intensifié leurs interventions, notamment en Papouasie-Nouvelle-Guinée ; dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes touchés par les crises migratoires ; dans

¹ Pour plus de précisions, voir le rapport annuel sur l'action humanitaire de l'UNICEF (E/ICEF/2019/12).

² Crise des réfugiés au Bangladesh ; foyers d'Ebola en République démocratique du Congo ; conflits prolongés au Nigéria, en République arabe syrienne et au Yémen.

³ Conflits prolongés en Iraq, en République centrafricaine et au Soudan du Sud ; crise des réfugiés syriens dans les pays d'accueil (Égypte, Iraq, Jordanie, Liban et Turquie) ; flux migratoires dus à la crise socioéconomique en République bolivarienne du Venezuela.

les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale où des foyers d'Ebola se sont déclarés.

71. En République démocratique du Congo, l'UNICEF a fourni des services WASH de base à plus d'un million de personnes touchées par les conflits et les catastrophes naturelles ; l'organisation est aussi intervenue lors des épidémies de choléra et d'Ebola en fournissant des modules WASH à près de 2,4 millions de personnes dans les zones exposées au choléra et à Ebola. En Afghanistan, dans les zones touchées par la sécheresse, près de 276 000 enfants ont été admis pour un traitement contre la malnutrition aiguë sévère et plus d'un million de personnes ont eu accès à l'eau.

72. En 2018, l'UNICEF a continué de diriger les groupes sectoriels consacrés à la nutrition, à l'éducation et aux services WASH, ainsi que le domaine de responsabilité relatif à la protection de l'enfance, en s'appuyant sur ces rôles pour mener des activités de sensibilisation, faciliter la coordination entre les groupes sectoriels et contribuer à la planification interinstitutions des actions. Avec l'appui des partenaires des groupes sectoriels, notamment dans le cadre de dispositifs de réserve, les équipes mondiales d'intervention rapide des groupes sectoriels ont fourni un appui direct en matière de coordination et de gestion de l'information à 28 pays, y compris dans quatre situations d'urgence de niveau 3.

73. L'UNICEF s'efforce de maintenir les acquis du développement en faveur des enfants dans son action humanitaire, tout comme il cherche à renforcer la prévention des crises et la résilience dans ses programmes de développement. De nombreux pays s'emploient à revoir la conception de leurs programmes existants afin de créer des liens plus étroits entre les efforts humanitaires et les efforts de développement. L'expérience de l'UNICEF en République arabe syrienne en 2018 a montré qu'une action à court terme bien conçue crée un point d'entrée naturel pour des interventions à long terme qui renforcent la résilience.

74. Dans l'est de l'Ukraine, l'UNICEF a concentré ses efforts sur le renforcement des capacités des autorités locales et des organisations de la société civile à fournir des services de haute qualité qui augmentent la résilience et la cohésion sociale. Au Burkina Faso, l'un des pays pilotes de l'Initiative de pérennisation de la paix lancée par les Nations Unies, l'UNICEF a aidé le Gouvernement à établir des liens entre les interventions dans les domaines de l'aide humanitaire et du développement pour promouvoir les droits de l'enfant et renforcer la résilience des communautés.

75. En Afghanistan, un examen à mi-parcours des programmes de l'UNICEF a permis de resserrer les liens entre l'action humanitaire et les efforts de développement, notamment en étendant le travail sur la nutrition au-delà du traitement de la malnutrition aiguë sévère pour mettre aussi l'accent sur la prévention, dans le but de réduire les coûts du traitement et de promouvoir des solutions durables. Après le tremblement de terre de Sulawesi en Indonésie, la mobilisation de la population grâce à l'outil U-Report et à une série d'ateliers a permis aux enfants touchés de se préoccuper à la fois de leurs besoins immédiats et de leurs besoins à long terme.

G. Priorité transversale : égalité des sexes, y compris une programmation tenant compte de la problématique femmes-hommes

76. Il est essentiel de promouvoir l'égalité des sexes et les droits des femmes et des filles pour assurer le respect des droits de tous les enfants et des jeunes. Les investissements en faveur de l'égalité des sexes contribuent à des résultats positifs tout au long de la vie pour les enfants et les jeunes, comme pour leurs communautés.

77. Le Plan d'action de l'UNICEF pour l'égalité des sexes sert à cet égard de feuille de route dans toute l'organisation et partout où l'UNICEF travaille. Les dépenses totales liées à cette priorité transversale en 2018 se sont élevées à 760 millions de dollars.

78. En 2018, 101 pays ont inclus un ou plusieurs résultats tenant compte de la problématique femmes-hommes dans leur programmation. Près de 5 millions d'adolescentes dans 46 pays ont bénéficié, dans le cadre de programmes soutenus par l'UNICEF, d'interventions de prévention et de soins visant à lutter contre le mariage des enfants. Trente-quatre pays ont fait de la gestion de l'hygiène menstruelle un résultat prioritaire et 17 900 écoles proposent désormais des services à cet égard grâce à des programmes soutenus par l'UNICEF, dépassant l'objectif de 2 000 écoles fixé pour 2018.

79. Environ 100 000 filles et femmes ont reçu des services de prévention et de protection contre les mutilations génitales féminines, avec l'appui de l'UNICEF et du FNUAP, et 6,96 millions de personnes ont participé à des plateformes d'éducation, de communication et de mobilisation sociale qui tentent de promouvoir l'élimination de ces pratiques, dépassant l'objectif de 6,8 millions fixé pour 2018.

80. Aux côtés du FNUAP, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et du Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF est un partenaire technique essentiel de l'Initiative Spotlight, qui vise à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles.

81. L'UNICEF s'est efforcé, à l'échelle de l'organisation, de renforcer sa capacité à obtenir des résultats en matière d'égalité des sexes. Il entend élaborer une mesure composite, en prenant comme référence les indicateurs institutionnels de 2018, afin de suivre les progrès accomplis dans la prise en compte de la problématique femmes-hommes au niveau des pays. Tous les bureaux régionaux ont désormais des conseillers pour les questions de genre et 27 spécialistes de ces questions travaillent dans les bureaux de pays.

III. Renforcement de la performance institutionnelle

A. Stratégies de changement

82. L'approche programmatique de l'UNICEF est conçue pour obtenir des résultats durables à la plus grande échelle possible. Il s'agit donc de tirer parti de la mobilisation des gouvernements et des marchés pour élargir la portée des actions et réduire leurs coûts afin de s'assurer que tous les enfants puissent en bénéficier. Cela suppose une programmation multisectorielle qui permette une action globale en faveur des enfants, dans le respect de leurs droits. L'élaboration des politiques et le renforcement des capacités et des systèmes aux niveaux national et infranational ont un rôle déterminant à jouer pour garantir la fourniture de services de haute qualité qui profitent aux enfants les plus désavantagés.

83. En 2018, les bureaux de pays de l'UNICEF ont investi près de 1,2 milliard de dollars dans des actions liées au renforcement institutionnel des systèmes nationaux. En 2018, 87 bureaux de pays au total disposaient de stratégies de renforcement des systèmes fondées sur des données factuelles. L'UNICEF a de plus en plus souvent mis en œuvre des interventions programmatiques par l'intermédiaire de plateformes intégrées, par exemple en combinant les efforts dans les secteurs WASH et éducatif pour élaborer des stratégies de promotion de l'hygiène menstruelle dans les écoles.

84. L'UNICEF a intensifié son appui à la coopération Sud-Sud pour obtenir des résultats en faveur des enfants. Par exemple, en Thaïlande, un partenariat entre

l'Agence thaïlandaise de coopération internationale, le Ministère de la santé publique et l'UNICEF a été officialisé pour aider le Gouvernement à dispenser une assistance technique en vue d'éliminer la transmission mère-enfant du VIH et de la syphilis.

85. L'UNICEF a contribué activement au suivi des droits de l'enfant dans le monde en 2018 en portant les violations à l'attention des organes conventionnels, comme le Comité des droits de l'enfant, le Comité des droits des personnes handicapées et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ; il a également offert une assistance technique aux États qui font l'objet de l'Examen périodique universel. L'UNICEF s'est aussi efforcé d'intensifier les programmes de communication pour le développement afin de promouvoir un changement de comportement et une mobilisation de la population. En Europe et en Asie centrale, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, il a élaboré des feuilles de route en matière de communication pour le développement, qui visent à lutter contre la violence à l'égard des enfants et des jeunes dans plus de 40 pays.

86. L'UNICEF s'emploie à rallier les décideurs et le grand public à la cause des enfants, afin de promouvoir les droits de ces derniers. En 2018, il a sensibilisé l'opinion en publiant plus de 300 000 articles dans des médias indépendants en ligne dans les six langues officielles des Nations Unies. Cent trente-huit pays ont participé à des campagnes intégrées, unissant les efforts consentis aux niveaux mondial, régional et national. Le cadre des causes stratégiques a permis à des campagnes intégrées de sensibiliser avec succès leurs publics cibles au sujet de questions prioritaires, comme l'élimination de la violence contre les enfants (#ENDViolence), les enfants migrants et réfugiés (#ChildrenUprooted), le développement du jeune enfant (#EarlyMomentsMatter), la survie des enfants (#EveryChildALIVE) et les interventions humanitaires (#ChildrenUnderAttack), ainsi que la Journée mondiale des enfants. Par exemple, en collaboration avec les États Membres, avec l'ONU et avec ses partenaires de la société civile mobilisés pour la campagne #ChildrenUprooted, l'UNICEF a obtenu des États Membres qu'ils souscrivent au Pacte mondial sur les réfugiés et au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui reflètent les six grands enjeux politiques dont se préoccupe l'UNICEF, qu'il s'agisse notamment de mettre fin à la détention des enfants ou de préserver l'unité des familles. Ces efforts complètent les programmes multipays et itinérants de l'organisation, qui ciblent les enfants en déplacement dans plus de 50 pays. Dans l'ensemble, les efforts combinés de l'UNICEF, déployés aux niveaux mondial, régional et national, ont contribué à des changements politiques positifs tenant compte des besoins et des droits des enfants dans 150 pays en 2018.

87. Grâce, entre autres, aux médias sociaux et à la mobilisation d'environ 996 000 bénévoles, l'UNICEF a élargi sa base de sympathisants, qui soutiennent son action par leur bénévolat, leurs efforts de sensibilisation ou leurs dons, atteignant près de 80 % des 100 millions de personnes dont l'organisation espérait obtenir le soutien d'ici à 2021. L'initiative mondiale pour le volontariat a permis aux bureaux d'institutionnaliser des approches novatrices pour associer les démarches individuelles à des programmes plus vastes. Au Nigéria, par exemple, des bénévoles formés par l'UNICEF établissent des rapports sur l'installation et le fonctionnement de points de ravitaillement en eau dans les zones rurales ; encadrent les jeunes pour réduire les taux de décrochage scolaire ; font du porte-à-porte dans des communautés jusqu'alors inaccessibles pour mener à bien la campagne de vaccination contre la polio.

88. Les enfants et les jeunes ont été plus que jamais mobilisés comme agents de changement en 2018. Parmi les principales plateformes, on peut citer l'outil U-Report, utilisé par 6,3 millions d'enfants et de jeunes ; les bénévoles, qui comptent

38 % de jeunes ; et l'éducation aux droits de l'enfant, qui a mobilisé 3,5 millions d'enfants et de jeunes.

89. L'UNICEF s'efforce de changer les choses en créant et en mobilisant des ressources et des partenariats en faveur des enfants, y compris divers mécanismes de financement novateurs. Au total, 28 nouvelles initiatives de financement, représentant plus de 750 millions de dollars, ont été expérimentées en 2018, allant des obligations à impact aux produits d'assurance, en passant par les partenariats public-privé axés sur les performances et les fonds mixtes. Un arrangement financier novateur a été conclu avec l'entreprise sociale Conceptos Plásticos pour construire des salles de classe en Côte d'Ivoire, au moyen de briques faites de déchets plastiques recyclés permettant d'économiser 40 % des coûts.

90. L'UNICEF a travaillé en étroite collaboration avec la Banque mondiale et d'autres partenaires pour mettre au point des mécanismes de financement qui mobilisent des ressources publiques et privées afin de permettre une action rapide pour empêcher certaines situations de dégénérer en crises humanitaires. En 2018, le mécanisme de financement d'urgence pour la lutte contre les pandémies a permis de faire face rapidement à l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo.

91. L'UNICEF a renforcé sa collaboration avec les entreprises, de manière à innover, reproduire des programmes et les déployer à plus grande échelle, notamment en faveur des enfants les plus vulnérables, en mettant l'accent sur la création de partenariats à valeur partagée. Sur les 42 partenariats multipays existants, 8 sont des partenariats prioritaires à valeur partagée. L'UNICEF a forgé de nouveaux partenariats importants avec LEGO sur le développement du jeune enfant ; avec Amadeus sur l'utilisation des données mondiales concernant le trafic aérien pour surveiller le virus Zika, la dengue et les catastrophes naturelles ; avec Lixil sur l'offre de produits d'assainissement abordables à 3 millions de ménages dans les pays à revenu faible et moyen.

92. Plus de 1 500 entreprises ont pris part à un dialogue avec l'UNICEF sur le renforcement de leurs pratiques en matière de droits de l'enfant. Plus de 340 ont adopté des mesures afin, notamment, d'intégrer la protection des enfants dans leurs pratiques de gestion, d'améliorer les conditions d'emploi qui ont une incidence sur le développement du jeune enfant et de renforcer la sécurité des enfants en ligne.

93. En 2018, l'UNICEF a acheté pour 3,49 milliards de dollars de fournitures et de services à plus de 11 000 entreprises dans 175 pays, au moyen de stratégies d'achat qui lui ont permis d'économiser 351,2 millions de dollars, soit 91,2 millions de plus que l'objectif de 260 millions de dollars fixé pour 2018. Plus de 220 entreprises actives dans les secteurs des vaccins, des médicaments, du diagnostic, des moustiquaires imprégnées et des produits nutritionnels et sanitaires ont pris part à 11 consultations sectorielles distinctes, dont une consultation historique visant à agir sur le marché de l'assainissement, qui s'est tenue à Abuja en novembre 2018. Ces dialogues stratégiques ont aidé l'UNICEF à rapprocher les intérêts commerciaux afin d'améliorer et d'élargir la gamme des produits innovants, de haute qualité et abordables susceptibles de répondre aux besoins des enfants.

94. L'UNICEF a travaillé en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies pour mener à bien des réformes du système des Nations Unies pour le développement et appliquer pleinement la résolution [72/279](#) de l'Assemblée générale. Les mesures en faveur de la réforme comprenaient un appui en nature sous la forme de personnel et un engagement financier. Quarante-cinq pour cent des bureaux extérieurs de l'UNICEF ont signé une stratégie relative aux modalités de fonctionnement, débouchant sur des économies estimées à 12 millions de dollars,

alors que les objectifs pour 2018 étaient, respectivement, de 40 % et de 5 millions de dollars.

95. L'UNICEF a obtenu des résultats accélérés en faveur des enfants grâce à l'innovation et, notamment, à l'utilisation des technologies numériques et en temps réel. En 2018, 57 % des pays de programme ont eu recours à une technologie de l'information en temps réel, comme RapidPro, U-Report, Primero ou Magic Box. Deux concepts d'innovation ont été soutenus en raison de leur potentiel d'expansion : l'utilisation groupée du diagnostic, de l'oxygène et de l'amoxicilline pour réduire la mortalité juvénile due à la pneumonie ; l'association des mesures sanitaires et nutritionnelles, du rappel vaccinal et de la vaccination des adolescentes contre le papillomavirus humain dans les systèmes de santé scolaire et communautaire. Des investissements modestes de l'UNICEF dans ces domaines contribueront à accélérer la réalisation des objectifs visés, en servant notamment de catalyseur aux apports de fonds des donateurs, au financement national et à la création de partenariats à valeur partagée avec les entreprises.

96. L'UNICEF a continué de jouer un rôle de premier plan dans la production de données factuelles sur la situation des enfants dans le monde. La plus grande série d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples jamais réalisée a été lancée, avec 67 enquêtes, dont le déploiement d'ici à 2020 a été confirmé, de manière à assurer le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable dans les domaines des résultats scolaires, de la qualité de l'eau et du handicap, entre autres. En tant qu'organisme d'appui ou entité responsable du suivi de 17 indicateurs des objectifs de développement durable, l'UNICEF a mis en place de nouveaux outils ou méthodes de collecte de données, notamment en ce qui concerne le développement du jeune enfant. Dans le domaine de la recherche, l'UNICEF a lancé, conjointement avec la Campbell Collaboration, la « Child Welfare Mega Map », qui donne un aperçu visuel public, vivant et interactif de 302 examens systématiques et 16 autres analyses des lacunes en matière de données, afin d'aider les chercheurs et les praticiens à explorer les données factuelles sur les interventions en faveur des enfants.

97. La fonction d'évaluation décentralisée de l'UNICEF a produit 105 évaluations en 2018, nombre le plus élevé jamais enregistré. Dans l'ensemble, la qualité des évaluations est restée très élevée. La politique d'évaluation a été révisée à la suite d'un examen externe par les pairs et approuvée par le Conseil d'administration de l'UNICEF en juin 2018 ; elle se concentre sur l'amélioration de la qualité et de l'utilisation des évaluations, en particulier au niveau des pays. Des mesures envisagées par l'administration ont été proposées pour donner suite à l'ensemble des 88 évaluations réalisées en 2017.

B. Gestion

98. L'UNICEF a poursuivi ses efforts pour renforcer sa gestion interne en 2018. L'organisation a accordé la priorité à l'amélioration des mesures prises en réponse à l'inconduite sexuelle et à toutes les formes d'abus en milieu de travail. Elle a pris plusieurs initiatives pour réaffirmer ses cinq valeurs de soin, de respect, d'intégrité, de transparence et de responsabilité. L'UNICEF continuera de travailler en étroite collaboration avec l'Association mondiale du personnel pour améliorer encore le cadre de travail sur la base des résultats d'enquêtes menées auprès du personnel et d'autres sources, la participation constante de l'Association mondiale du personnel aux réunions de gestion organisées aux niveaux mondial, régional et national, ainsi que le recensement et la promotion des meilleures pratiques.

99. En mars 2018, la Directrice générale a lancé trois examens externes : a) par le cabinet d'avocats Morgan Lewis, sur les cas de harcèlement sexuel ; b) par l'Équipe

spéciale indépendante chargée des questions de discrimination, de harcèlement et d'abus d'autorité sexistes au travail ; c) par un groupe indépendant d'expertes, qui a examiné les mesures prises par l'UNICEF aux fins de la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles. Un tableau de bord a été mis en place pour suivre les mesures adoptées par la direction de l'UNICEF en réponse à ces examens. L'UNICEF a nommé une coordonnatrice principale des activités visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles et le harcèlement sexuel, chargée d'appuyer divers services de l'organisation par des mesures renforcées et accélérées.

100. Une stratégie globale de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles est actuellement mise en œuvre afin d'accélérer la prévention et l'intervention au niveau national. L'UNICEF a engagé 11 millions de dollars en 2018 à titre de fonds catalytique pour renforcer et accélérer les activités de protection à cet égard dans 16 de ses bureaux de pays à haut risque. Ce financement vise notamment à favoriser la mise en place de mécanismes de signalement sûrs et accessibles ; la qualité de l'assistance aux victimes et aux survivants ; le renforcement du principe de responsabilité et les enquêtes.

101. L'organisation a joué un rôle de premier plan pour galvaniser l'action collective en faveur de la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, en unissant les efforts au sein du Comité permanent interorganisations et du système des Nations Unies, et a tracé la voie à suivre pour accélérer le déploiement de programmes axés sur des mécanismes de signalement sûrs et accessibles, une assistance de qualité aux victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles et une responsabilisation renforcée, notamment par des enquêtes dans tous les pays visés par des plans d'intervention humanitaire ou d'aide aux réfugiés.

102. À titre de suivi de l'examen réalisé par Morgan Lewis, l'UNICEF renforce sa fonction d'enquête interne au moyen de nouvelles évaluations de la crédibilité ; de 10 nouveaux postes appelés à augmenter ses capacités d'enquête ; d'une formation spécialisée pour ses enquêteurs ; d'un objectif de 90 jours pour mener à bien toute enquête relative à une inconduite sexuelle ; du respect de l'anonymat dans le cadre du signalement et des enquêtes sur des cas de harcèlement ou d'abus. Au 20 février 2019, au total, 94 % des membres du personnel avaient suivi le cours de formation obligatoire en ligne sur la prévention du harcèlement sexuel et des abus.

103. En juin 2018, à l'issue d'un examen indépendant de ses données, politiques et pratiques, l'UNICEF a obtenu la certification EDGE (Economic Dividends for Gender Equality), principale norme pour l'égalité des sexes. C'est le premier organisme des Nations Unies à obtenir cette certification, avec un score qui le classe parmi les 11 % des organisations certifiées EDGE qui ont obtenu les meilleurs résultats. Le plan d'action élaboré par l'UNICEF et EDGE prévoit un aménagement plus souple des modalités de travail ; des évaluations annuelles de l'écart de rémunération entre les sexes ; une meilleure communication au sujet du processus de recrutement et de promotion. Pour compléter ces mesures, l'UNICEF entend renforcer ses politiques favorables à la famille.

104. L'UNICEF a publié 17 rapports d'audit en 2018, qui ont donné lieu à la formulation et à l'acceptation de 196 actions visant à renforcer la gouvernance, la gestion des risques et les contrôles. L'organisation a mené 226 enquêtes, dont 92 ont été clôturées, dans les neuf mois suivant la réception de l'allégation pour 84 % d'entre elles. On trouvera de plus amples détails dans le rapport annuel de 2018 que le Bureau de l'audit interne et des investigations a soumis au Conseil d'administration (E/ICEF/2019/AB/L.3).

105. L'UNICEF a pris des initiatives pour mieux se conformer à la dernière version de la norme de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide et a amélioré

sa publication mensuelle de données, notamment en ce qui concerne les objectifs de développement durable et les données alignées sur les engagements du pacte relatif au financement de l'action humanitaire (« Grand Bargain »).

106. En 2018, des efforts concertés ont été consentis au sein de l'UNICEF pour renforcer sa culture de gestion. L'accent a été mis de manière constante sur le soutien apporté au personnel, qui constitue l'atout le plus important de l'organisation dans les résultats qu'elle obtient en faveur des enfants. Des évaluations à 360 degrés ont été rendues obligatoires pour tous les cadres supérieurs, et des mesures sont actuellement déployées pour renforcer la gestion matricielle dans l'ensemble de l'organisation en vue d'une meilleure polyvalence dans l'accomplissement des tâches.

107. Un programme de formation destiné à faciliter l'acquisition des aptitudes et compétences nécessaires à l'exécution du nouveau Plan stratégique a été conçu et mis en œuvre. L'échange numérique de connaissances passe par le réseau Yammer, dont le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 560 % en deux ans, et par la plateforme d'apprentissage Agora, qui est désormais utilisée également par ONU-Femmes et dont le contenu est partagé avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et Oxfam Great Britain.

108. Des partenariats stratégiques dans le domaine des ressources humaines ont permis d'améliorer la qualité de la structure à « guichet unique » mise à la disposition des cadres et des fonctionnaires. Le délai moyen de recrutement s'est amélioré, passant de 93 jours en 2017 à 62 jours en 2018 pour le recrutement ordinaire.

109. Pendant trois années consécutives, l'UNICEF a maintenu une parité générale entre les sexes dans la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan international. Il existe encore des déséquilibres entre les sexes dans quelques régions ou bureaux et à certains niveaux des postes concernés. La diversité géographique est restée inchangée en 2017, avec 48 % des administrateurs recrutés sur le plan international issus de pays industrialisés et 52 % de pays de programme.

110. Avant la création du Centre mondial de services partagés, plus de 40 % des membres du personnel de l'UNICEF effectuaient des transactions opérationnelles, alors que la valeur médiane dans l'industrie est de 15 %. Avec le regroupement des fonctions de 150 bureaux dans le monde et la réduction des effectifs, l'UNICEF a dépassé les normes de l'industrie dans presque tous les types de transactions.

111. En collaboration avec le HCR et le Programme alimentaire mondial, le Portail des partenaires des Nations Unies a été lancé afin de faciliter une collaboration ouverte entre l'ONU et ses partenaires. Cette initiative conjointe menée dans le cadre des engagements du Grand Bargain vise à simplifier et à harmoniser les procédures des Nations Unies en ce qui concerne les partenariats avec la société civile.

112. L'UNICEF a déployé sa plateforme d'outils électroniques dans 46 bureaux de pays pour appuyer l'exécution des programmes, tandis qu'un nouveau projet d'entrepôt mobile et de gestion des approvisionnements a été lancé pour optimiser et rationaliser les fonctions d'entreposage. L'organisation a progressé dans l'application de son concept d'informatique légère et agile (LIGHT), en migrant des services vers le cloud et en supprimant des centres de données locaux dans plus de 100 sites sur le terrain. Cela a permis non seulement de réduire au minimum la complexité de ses technologies de l'information et d'améliorer la connectivité et la mobilité du personnel des bureaux extérieurs, mais aussi de faire diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Grâce au système de gestion des contenus, les méthodes de travail et de gestion de l'information ont été rationalisées, tout en augmentant le nombre d'employés engagés.

IV. Produits, charges et mobilisation des ressources⁴

113. Le montant total des produits a augmenté de 2 % en 2018, pour s'établir à 6 676 millions de dollars. Les ressources ordinaires ont augmenté de 27 % pour atteindre 1 807 millions de dollars, tandis que les autres ressources ont baissé de 6 %, tombant à 4 869 millions de dollars. La part des ressources ordinaires dans le montant total des produits est donc passée de 22 % à 27 %.

Tableau 1
Sources et catégories de produits, 2017 et 2018

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Source des produits</i>	<i>Montant effectif 2017^a</i>	<i>Montant effectif 2018</i>	<i>Montant prévu 2018^b</i>
Ressources ordinaires			
États et organismes intergouvernementaux ^c	580	895	526
Secteur privé ^d	706	739	745
Autres produits^e	138	173	125
Total – ressources ordinaires	1 424	1 807	1 396
Autres ressources (ordinaires)			
États et organismes intergouvernementaux	1 780	2 098	1 414
Secteur privé	611	558	674
Arrangements interorganisations	635	286	354
Total partiel	3 026	2 942	2 442
Autres ressources (situations d'urgence)			
États et organismes intergouvernementaux	1 765	1 412	1 436
Secteur privé	184	163	109
Arrangements interorganisations	178	352	291
Total partiel (arrondi)	2 127	1 927	1 836
Total, autres ressources	5 153	4 869	4 278
Total des recettes (arrondi)	6 577	6 676	5 674

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes.

^a Les données effectives de 2017 sont retraitées pour tenir compte de la cartographie des partenaires de programme mondiaux.

^b Selon les estimations financières communiquées au Conseil d'administration en septembre 2018. Les données prébudgétées ne sont pas basées sur les produits.

^c Les ressources ordinaires brutes provenant des États comprennent le montant des impôts sur le revenu versé par l'UNICEF pour le compte des citoyens des États qui contribuent aux ressources ordinaires.

^d Les montants effectifs pour 2017 et 2018 comprennent des contributions de 36 millions de dollars et 47 millions de dollars, respectivement, destinées à des activités de gestion spécifiques.

^e Les autres produits comprennent les recettes tirées des intérêts, des services d'achat et d'autres sources.

⁴ Les informations financières n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Tableau 2
Sources des produits, 2017 et 2018

(En millions de dollars des États-Unis)

Source des produits	Montant effectif 2017 ^a	Montant effectif 2018	Montant prévu 2018 ^b
États et organismes intergouvernementaux	4 125	4 405	3 376
Secteur privé	1 501	1 460	1 528
Arrangements interorganisations	813	638	645
Autres	138	173	125
Total des produits	6 577	6 676	5 674

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes.

^a Les données effectives de 2017 sont retraitées pour tenir compte de la cartographie des partenaires de programme mondiaux.

^b Selon les estimations financières communiquées au Conseil d'administration en septembre 2018. Les données prébudgétées ne sont pas basées sur les produits.

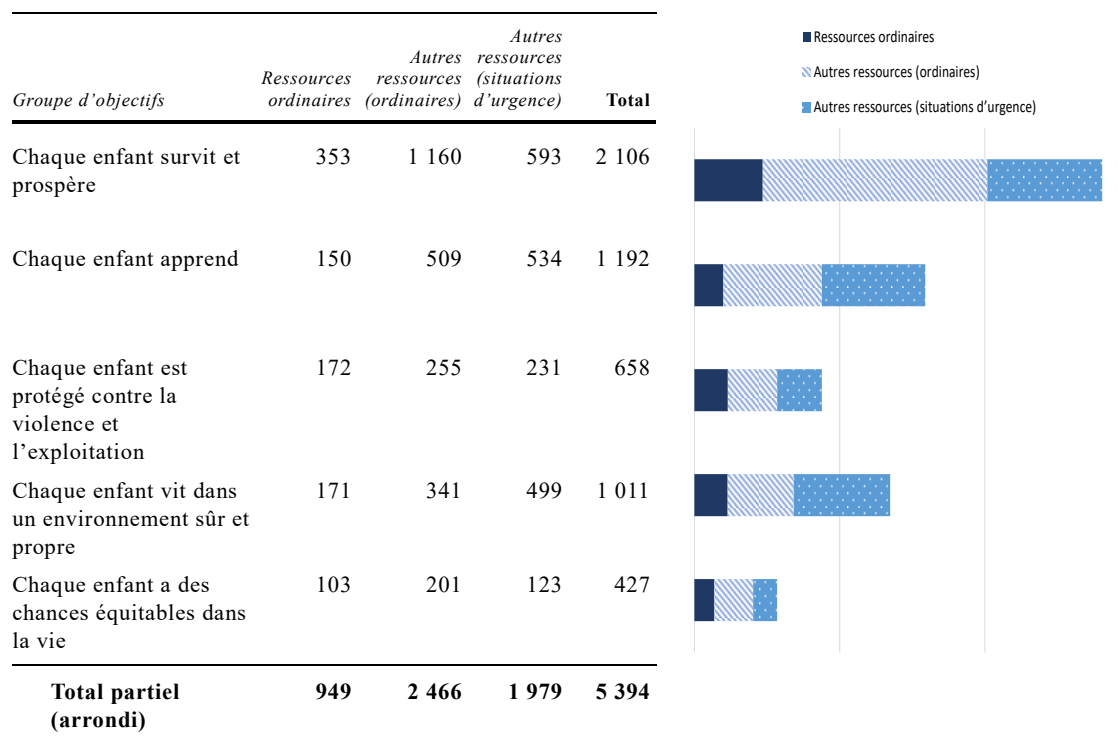
114. En 2018, 139 pays ont contribué aux ressources de l'UNICEF. Le montant total des produits provenant du secteur public (des États, des organisations intergouvernementales et des arrangements interinstitutionnels) s'est chiffré à 5 043 millions de dollars (contre 4 938 millions en 2017). L'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la Suède, le Royaume-Uni et la Suisse ont été les principaux contributeurs aux ressources ordinaires. Il convient de noter en particulier l'augmentation généreuse de certaines contributions aux ressources ordinaires, notamment un engagement pluriannuel de la Suède de 294 millions de dollars à répartir sur les quatre années du Plan stratégique, ainsi que les dons du Royaume-Uni (122 millions de dollars, contre 54 millions en 2017), de la Suisse (61 millions, contre 23 millions en 2017) et de l'Allemagne, dont la contribution de base (58 millions) est la plus importante que le pays ait jamais versée. Le montant des produits provenant du secteur privé (des comités nationaux, de particuliers, d'organisations non gouvernementales et de fondations), qui se chiffre à 1 460 millions de dollars, est resté élevé, malgré une légère baisse de 3 % par rapport à 2017.

115. Les recettes au titre de l'aide humanitaire [autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)], d'un montant de 1 927 millions de dollars en 2018, ont baissé de 9 % par rapport à celles de 2017. Les besoins de financement humanitaire sont passés de 3 756 millions de dollars en 2017 à 3 813 millions de dollars, ce qui représente la plus forte demande de financement jamais faite par l'UNICEF pour l'action humanitaire.

116. Le total des dépenses humanitaires s'est élevé à 2,7 milliards de dollars, soit 50 % des dépenses totales de 2018 ; sur ce montant, 1,98 milliard de dollars provenaient des autres ressources (opérations d'urgence). Sur les 30 bureaux de pays ayant les charges les plus élevées, 24 ont lancé un appel au titre de l'action humanitaire pour les enfants en 2018 ; ces 30 bureaux ont été à l'origine de 79 % du total des dépenses (humanitaires et non humanitaires) au niveau des pays concernés.

Figure V
Aide directe aux programmes par groupe d'objectifs et par type de ressource, 2018

(En millions de dollars des États-Unis)



Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ; données arrêtées au 2 avril 2019.

117. L'UNICEF n'a ménagé aucun effort pour se conformer au principe de recouvrement des coûts et aux décisions du Conseil d'administration. En 2018, cinq exonérations ont été accordées, dont l'incidence se chiffre à environ 944 000 dollars⁵. Quatre de ces exonérations prévoyaient un taux réduit, de 8 % à 7 %, conformément aux conditions imposées par les organes directeurs des partenaires de financement (Partenariat mondial pour l'éducation, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et Commission européenne) et compte tenu des besoins programmatiques. Dans un cas exceptionnel concernant la direction générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes, un programme conjoint financé par la Commission européenne, le recouvrement des coûts a été partagé entre l'UNICEF (3,2 %) et d'autres organismes des Nations Unies (3,8 %) dans un esprit de collaboration et en reconnaissance de la part plus importante des coûts supportée par les autres organismes.

⁵ Voir le rapport pour 2018 sur la mise en œuvre du Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018-2021.

Tableau 3
Exonérations de taux de recouvrement des coûts, 2018

<i>Donateur</i>	<i>Programme de pays</i>	<i>Type d'exonération</i>	<i>Valeur à laquelle s'est appliquée l'exonération</i>	<i>Incidence de l'exonération</i>	<i>Justification de l'exonération accordée</i>
Pays-Bas	Éthiopie	Réduction du taux de recouvrement des coûts de 8 % à 7 %	929 600 euros	9 296 euros	Financement de la Commission européenne par l'intermédiaire d'un État membre ; urgence de l'action (déjà un retard important) ; réputations de l'UNICEF et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ; condition imposée par la Commission européenne concernant la part des fonds apportés par l'intermédiaire d'un État membre
Pays-Bas	Soudan	Réduction du taux de recouvrement des coûts de 8 % à 7 %	1 104 097 euros	11 014 euros	Financement de la Commission européenne par l'intermédiaire d'un État membre ; urgence de l'action (déjà un retard important) ; réputations de l'UNICEF et du HCR ; condition imposée par la Commission européenne concernant la part des fonds apportés par l'intermédiaire d'un État membre
Commission européenne (direction générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes)	Lesotho	Réduction du taux de recouvrement des coûts de 7 % à 3,2 %	700 000 euros	7 000 euros	Programme conjoint de l'UNICEF, du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La réduction du taux de frais généraux s'explique par le fait qu'il a été convenu qu'une partie de ce taux devait être transférée au PAM et à la FAO, étant donné qu'ils ne pouvaient imputer de frais généraux si l'UNICEF le faisait.
Partenariat mondial pour l'éducation	Programmes de pays multiples	Réduction du taux de recouvrement des coûts de 8 % à 7 %	71 687 158 dollars	710 687 dollars	Approche harmonisée avec toutes les autres subventions, pour lesquelles un taux maximum de recouvrement des coûts de 7 % a été fixé en 2013 ; Décision du Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation ; urgence de l'action, à savoir décision à prendre avant la réunion de juin 2018 du Conseil d'administration du Partenariat mondial pour qu'il en tienne compte dans ses décisions à venir sur l'approbation de la désignation de l'UNICEF en tant qu'agent délégué pour ses subventions
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	Programmes de pays multiples	Réduction du taux de recouvrement des coûts de 8 % à 7 %	21 475 672 dollars	210 476 dollars	Prolongation de l'exonération accordée pour la subvention initiale. Le Fonds mondial a refusé d'accepter un taux de recouvrement de 8 % et a fixé un plafond de 7 % pour l'ensemble des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales internationales comme condition d'octroi direct ou indirect de sa subvention.

V. Enseignements tirés de l'expérience

118. L'UNICEF a pris note d'un certain nombre d'enseignements tirés de la première année de mise en œuvre du Plan stratégique 2018-2021 et les a intégrés dans son apprentissage programmatique.

119. L'approche de l'UNICEF en matière de renforcement des systèmes est essentielle pour l'obtention de résultats dans tous les groupes d'objectifs. Il est fondamental d'agir horizontalement et verticalement dans tous les secteurs et les régions pour éviter les approches cloisonnées et pour accroître l'apprentissage organisationnel. En 2018, une évaluation de l'approche suivie par l'organisation en matière de renforcement des systèmes de santé et de protection de l'enfance a mis en évidence la nécessité pour l'UNICEF de s'améliorer dans ces domaines. L'évaluation a conclu que, malgré la complexité et la difficulté de la transition vers un renforcement des systèmes, l'UNICEF est bien placé pour tirer parti de son avantage comparatif dans des domaines spécifiques, dont le renforcement de la gouvernance infranationale à l'ère de la décentralisation et l'amélioration des données recueillies aux fins de la prise de décisions.

120. Un autre enseignement qui s'est dégagé avec force en 2018 tient à l'importance des approches multisystémiques. C'est dans le domaine de la nutrition que ce constat est le plus manifeste. Dans les 10 pays qui abritent 70 % des enfants souffrant d'un retard de croissance dans le monde, l'UNICEF s'est rendu compte de la nécessité de compléter le recours au secteur de la santé par une action sur le système alimentaire afin de déployer efficacement des programmes à grande échelle en matière de nutrition. En conséquence, en fonction du contexte propre à chaque pays, l'UNICEF tirera de plus en plus parti du potentiel des systèmes d'alimentation, de santé, d'eau et d'assainissement, d'éducation et de protection sociale, mobilisés ensemble en faveur des mêmes enfants et des mêmes jeunes.

121. L'expérience acquise en 2018 a également rappelé qu'il importait de resserrer les liens entre l'action humanitaire et les efforts en faveur du développement et de renforcer les capacités des gouvernements et de la société civile à cet égard. Le travail de l'UNICEF au Burkina Faso, en République arabe syrienne et dans l'est de l'Ukraine a montré que des interventions d'urgence à court terme peuvent être conçues de manière à créer des points d'entrée pour des interventions à long terme qui renforcent la résilience, la cohésion sociale et les droits des enfants.

122. L'UNICEF a été confronté à l'insuffisance des capacités institutionnelles, humaines et financières, en particulier au niveau des pays. Le manque de données disponibles dans des domaines clefs a affaibli des approches qui, autrement, auraient permis d'atteindre efficacement les populations cibles.

123. Le cadre de résultats du Plan stratégique actuel comporte beaucoup plus d'indicateurs ventilés que le précédent Plan stratégique, reflétant l'engagement pris de ne laisser personne ni aucun enfant de côté et d'aider en premier les plus défavorisés. Bien que l'UNICEF ait redoublé d'efforts pour aider les gouvernements nationaux et d'autres partenaires à produire les données ventilées nécessaires, la mise en place de systèmes solides aptes à satisfaire à cette nouvelle obligation en matière d'établissement de rapports est difficile et prendra du temps. Par conséquent, la ventilation des données a été rapportée dans le compendium et la feuille de résultats dans la mesure du possible, étant entendu que le volume de ces informations devrait augmenter au cours de la période couverte par le Plan stratégique.

VI. Projet de décision

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport annuel pour 2018 de la Directrice générale de l'UNICEF, incluant le rapport sur la mise en œuvre du Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018-2021 ; le rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ; le rapport conjoint sur la mise en œuvre du chapitre commun ; le compendium de données et la feuille de résultats ;

2. *Décide* de transmettre au Conseil économique et social les rapportssusmentionnés ainsi qu'un résumé des observations et orientations qu'il a formulées.
